

Conseil**C/58/13****Cinquante-huitième session ordinaire
Genève, 25 octobre 2024****Original:** anglais
Date: 1^{er} octobre 2024**RAPPORTS DES REPRÉSENTANTS DES MEMBRES ET DES OBSERVATEURS SUR LA SITUATION
DANS LES DOMAINES LÉGISLATIF, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE***Document préparé par le Bureau de l'Union**Avertissement: le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV.**Ce document a été généré à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie. Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

1. Selon la procédure introduite à l'occasion de la vingt-sixième session ordinaire du Conseil, il est demandé que les rapports des représentants des membres et des observateurs sur la situation dans les domaines législatif, administratif et technique de la protection des obtentions végétales et des domaines connexes soient fournis par écrit à l'avance, afin d'accroître l'efficacité du Conseil dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

2. Des rapports écrits ont été sollicités par le Bureau de l'Union dans la circulaire d'invitation à la présente session et un modèle type a été proposé. Les rapports suivants ont été soumis (dans l'ordre alphabétique des noms en français):

Membres: Annexes I à XII: Afrique du Sud, Bélarus, Chine, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République de Moldova, Royaume-Uni, Serbie, Singapour, Ukraine, Union européenne.

3. Les rapports reçus après le 27 septembre 2024 seront inclus dans un additif au présent document, qui sera publié après la session du Conseil.

4. Le Conseil est invité à noter que le nombre de rapports soumis par les membres de l'UPOV est généralement faible et que, cette année, 12 des 79 membres de l'UPOV ont contribué. Certaines des informations figurant dans les rapports sont également recueillies par d'autres moyens. Le Bureau de l'Union est conscient du fait que la compilation d'informations et de données prend du temps pour les membres de l'UPOV. Il est possible de recueillir des informations utiles pour les membres de l'UPOV selon une approche qui nécessite moins de ressources et facilite l'accès à l'information. Pour ces raisons, il est proposé qu'à partir de 2025, le Bureau de l'Union mette en œuvre une méthode plus efficace de collecte et de présentation des informations prioritaires provenant des membres et des observateurs de l'UPOV.

5 Le Conseil est invité à prendre note des informations fournies dans le présent document et à approuver la proposition figurant au paragraphe 4.

[Les annexes suivent]

AFRIQUE DU SUD

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

- Adaptation à l'Acte de 1991 de la Convention

Aucun élément nouveau.

- Autres modifications, y compris en ce qui concerne les redevances

Les taxes sur les droits d'obtenteur ont été publiées dans le SA Government Gazette, n° 50442 du 5 avril 2024 en ce qui concerne l'exercice financier 2024/25, se terminant le 31 mars 2025.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Publication prévue au Journal officiel de la République sud-africaine en 2024:

- *Boronia* Sm. [Boronia]
- *Melinis* P. Beauv. [herbe du Natal]
- *Scletium tortosum* (L.) N.E. Br. [Kanna]
- *Viburnum* L. [Arbre à boules de neige]

2. Coopération à l'examen

- Conclusion de nouveaux accords (achevés, en cours ou prévus)

Aucun élément nouveau.

- Modification d'accords existants (achevés, en cours ou prévus)

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative

3.1 Registrar: Droits d'obtenteur
M. Andani Madzinge
AndaniMA@dalrrd.gov.za
(+27) 12 319 6084
(+27) 60 718 5721

3.2 Directeur scientifique (chef): Contrôle des variétés (Centre d'évaluation DHS)
M. Sabelo Ndlazi
SabeloNdl@dalrrd.gov.za
(+27) 12 319 6086

- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau

Aucun élément nouveau.

4. Situation dans le domaine technique

Les centres d'évaluation sont responsables de l'examen biologique (examen DHS).

- 323 demandes de droits d'obtenteur ont été reçues, dont 57% [185] pour des cultures agricoles, 9% [28] pour des cultures ornementales, 25% [82] pour des cultures fruitières et 9% [28] pour des cultures légumières.

Les 318 subventions accordées de janvier à décembre 2023 sont les suivantes:

Cultures agricoles	114
Cultures légumières	37
Cultures fruitières	124
Cultures ornementales	43

- En décembre 2023, un TOTAL de 3809 variétés bénéficiaient de droits d'obtenteur valides en Afrique du Sud, dont 20% [804] pour les cultures ornementales, 40% [1500] pour les cultures agricoles, 32% [1205] pour les cultures fruitières et 8% [300] pour les cultures maraîchères.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
1. Visite de l'Office sud-africain des droits d'obtenteur par des étudiants en sélection végétale de l'Université de Limpopo	9 septembre 2023	Conseil de la recherche agricole, Roodeplaat, Pretoria. Afrique du Sud	Conseil de la recherche agricole	Présenter aux étudiants en sélection végétale les activités et les procédures de la POV et de la DHS	62 Étudiants 1 conférencier 2 fonctionnaires de la PBR 3 examinateurs DHS
2. Ateliers sur le nouveau projet de règlement relatif aux droits d'obtenteur	11-12 octobre 2024 8-9 novembre 2024	Afrique du Sud Afrique du Sud	SA PBR Office, Département de l'agriculture, de la réforme agraire et du développement rural	Présentations et discussions sur le nouveau projet de règlement sur les droits d'obtenteur	Industrie, groupes de produits, chercheurs, Examineurs DHS, organisations d'agriculteurs, organisations de la société civile, fonctionnaires et juristes spécialisés dans les brevets ± 100 participants
3. Réunion NUMPRO [Producteurs de matières nucléaires]	14 mai 2024	Afrique du Sud	Service de certification des pommes de terre	Compte rendu sur les statistiques du droit d'obtenteur pour les variétés de pommes de terre	Industrie sud-africaine de la pomme de terre ± 60 participants
4. Atelier sur le système sud-africain de droits d'obtenneurs à l'Université de Limpopo	15 mai 2024	Université de Limpopo	SA PBR Office, Département de l'agriculture, de la réforme agraire et du développement rural	Présenter aux étudiants en sélection végétale les activités et les procédures de la POV et de la DHS	±100 étudiants 3 conférenciers 2 fonctionnaires de la PBR 1 examinateur DHS 1 Scientifique de la banque de gènes

[L'annexe II suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

En raison de la pression exercée par les sanctions sur le Bélarus dans le secteur agricole, y compris la conduite des examens VCU et DHS, ainsi que dans le domaine des droits d'obteneur, le Bélarus a reçu un refus officiel de l'OCVV, car l'OCVV a reçu des instructions de la Commission européenne selon lesquelles les rapports DHS ne doivent pas être envoyés à l'autorité chargée de la protection des obtentions végétales du Bélarus. Par conséquent, l'OCVV ne sera pas en mesure de fournir au Bélarus les copies certifiées demandées [ci-dessous] en violation des règles de coopération conformément au document de base UPOV TGP/5 Expérience et coopération en matière d'examen DHS .



CPVO
Community Plant Variety Office

**State Inspection for Testing and Protection
of Plant Varieties of the Republic of Belarus**
90/1 Kazintsya str.
BY - 220108 Minsk
BELARUS

Sent by e-mail: sortpatent@mail.ru; belsort@mail.ru

Angers, 1 July 2024

Subject: **International cooperation in Variety Testing**
Ref.: JM-gg/24-09424

Dear Mrs. Siamashka,

Further to your last request for DUS results, please find enclosed the CPVO answer-form concerning the following plant variety:

CPVO file number	Species	Your Reference	Breeder's reference	Denomination
2018/2023	<i>Malus domestica</i> (Suckow) Borkh.	110/1	gs 62	'Sunspark'

The CPVO got instructions from the European Commission that DUS reports shall not be sent to the Belarus Plant Variety Protection authority.

Consequently, the CPVO will not be able to provide you with the requested certified copies.

For the Community Plant Variety Office,
Yours sincerely,

Ghislaine GUILBERT
Plant Variety Expertise Unit
guilbert@cpvo.europa.eu
Phone: +33 (0)2 41 25 64 39

3 boulevard Maréchal Foch - CS 10121 - 49101 ANGERS CEDEX 2 - FRANCE - Tel. +33 (0)2 41 25 64 00 - Fax +33 (0)2 41 25 64 10 - cpvo@cpvo.europa.eu - www.cpvo.europa.eu

Служба на Общността за копирване на растенията - Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales - Odrůdový úřad Společenství - EF-Sortmyndigheten - Gemeinschaftliches Sortenamt - Ühenduse Sordiamet - Κοινωτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών - Community Plant Variety Office - Office communautaire des variétés végétales - Úřad Zjednice za zaštitu biljnih sorti - Ufficio comunitario delle varietà vegetali - Kopienas Augu šķirpu birojs - Bendrijos augalų veislių tarnyba - Közösségi Növényfajta-hivatal - L-Ufficio Komunitarju dwar il-Varietajiet tal-Pjanti - Communautair Bureau voor plantenrassen - Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmiian - Instituto Comunitario das Variedades Vegetais - Oficial Comunitar pentru Soturi de Plante - Úrad Spoločnosti pre odrôdy rastlin - Úrad Skupnosti za rastlinske sorte - Yhteisön kasvilajikeivasto - Geneskapens växtsortmyndighet

Pour remédier à cette situation, le Bélarus a modifié en 2024 la loi actuelle sur Brevets pour les variétés végétales , ainsi que les règlements administratifs.

ЗАКОН РЕСПУБЛИКИ БЕЛАРУСЬ 13 апреля 1995 г. N 3725-XII

О ПАТЕНТАХ НА СОРТА РАСТЕНИЙ

(в ред. Законов Республики Беларусь от 04.01.2014 N 108-3,
от 18.12.2019 N 275-3, от 09.01.2023 N 243-3)

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Pas de changement.

1.3 La jurisprudence

Les autorités bélarussiennes (SE "State Inspection for Testing and Protection of Plant Varieties") n'ont pas connaissance de tels cas.

2. Coopération à l'examen

- Conclusion de nouveaux accords (achevés, en cours ou prévus)
- Modification d'accords existants (achevés, en cours ou prévus)

En raison du refus officiel de l'OCVV de fournir au Bélarus des rapports DHS, en violation des règles de coopération conformément au document de base UPOV TGP/5 Expérience et coopération en matière d'examen DHS, le Bélarus a perdu la possibilité de recevoir de l'OCVV des rapports DHS, qui sont demandés dans notre pays en raison de conditions agroclimatiques similaires. En conséquence, la SE "Inspection d'État pour l'examen et la protection des obtentions végétales"travaille à la conclusion de nouveaux accords avec d'autres membres de l'UPOV, y compris les pays de la CEI (Communauté des États indépendants).

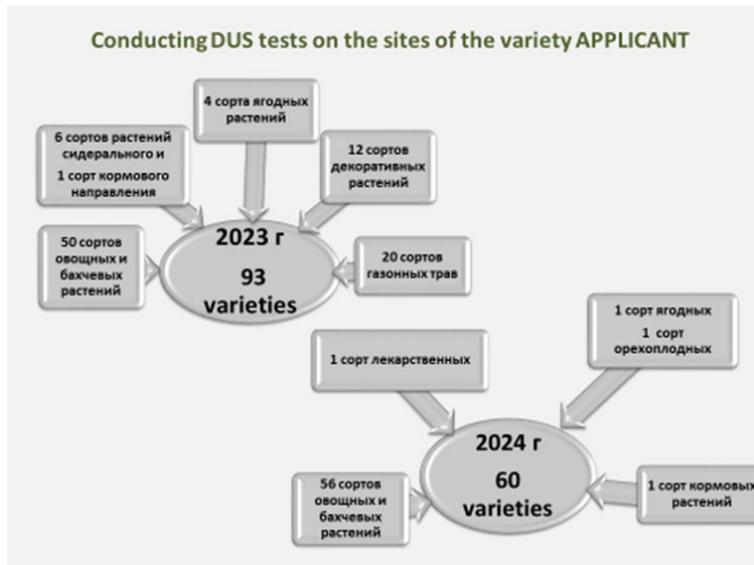
3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative
- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau

Dans le cadre des modifications apportées à la loi sur les brevets d'obtention végétale et à ses règlements d'application, et compte tenu de la réduction de la charge pesant sur le Demandeur, la demande de brevet sera optimisée (moins de documents seront exigés).

4. Situation dans le domaine technique

En outre, afin de minimiser les conséquences de la violation susmentionnée des règles de coopération de l'OCVV, conformément au document de base UPOV TGP/5 Expérience et coopération en matière d'examen DHS, la SE "Inspection d'État pour l'examen et la protection des variétés végétales"développe l'examen DHS sur les sites du DEMANDEUR.

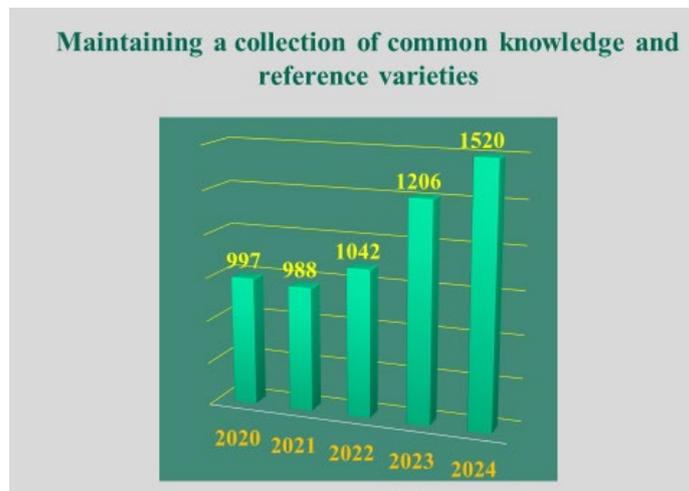


Afin d'améliorer la qualité de l'examen DHS, le SE "State Inspection for Testing and Protection of Plant Varieties" introduit activement des catalogues de photos des caractères morphologiques. En 2024, en coopération avec les obtenteurs nationaux, un CATALOGUE PHOTO des principaux caractères morphologiques de FRAGARIA L. a été élaboré et publié avec une impression de haute qualité.

Ce CATALOGUE a également été transféré au système de contrôle variétal du Bélarus.



Afin d'effectuer des examens DHS fiables, l'Inspection d'État pour l'examen et la protection des variétés végétales de la SE a continué à constituer activement une collection de connaissances communes et de variétés de référence de sélection nationale et étrangère, en les stockant dans un entrepôt de collection à l'environnement contrôlé.

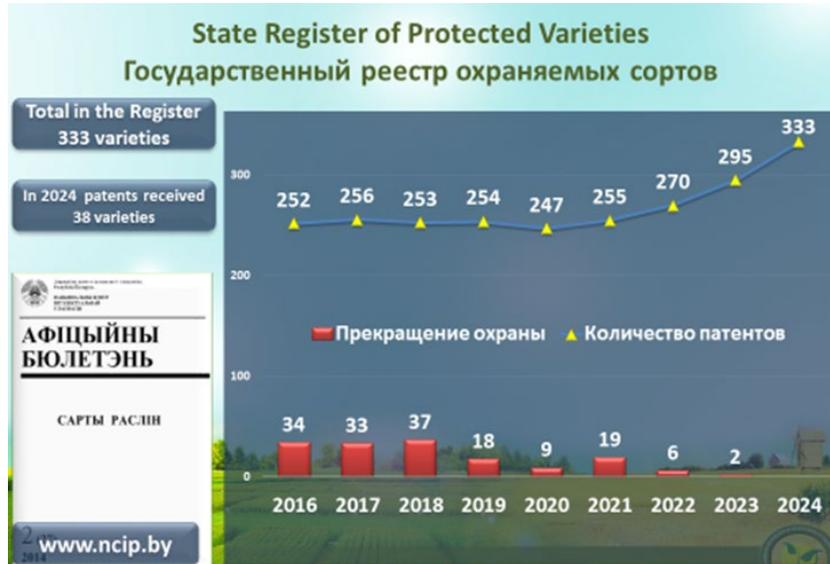


5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
1. Stage de formation DHS	10-15 mars 2024	Académie agricole du Belarus Belarus	SE "State Inspection for Testing and Protection of Plant Varieties"(Inspection d'État pour l'essai et la protection des variétés végétales)	Formation DHS pour les experts DHS du Belarus	Belarus	Coopération utile, en particulier la formation pratique sur les parcelles DHS
2. Échange d'expériences	27-28 mars 2024	Fédération de Russie	"Commission d'État de la Fédération de Russie pour le contrôle et la protection des acquis de la sélection".	Discuter de la stratégie de développement de l'examen des variétés conformément aux règlements de l'Union économique eurasiennne (EAEU) et de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).	Belarus Fédération de Russie	Une coopération fructueuse
3. Cours de formation VCU et DHS	17 - 22 juin 2024	Belarus Minsk, Station d'essais Molodechno, Station de test Vileyka, Zhodino	SE "State Inspection for Testing and Protection of Plant Varieties"(Inspection d'État pour l'essai et la protection des variétés végétales)	- la mise en œuvre du programme de coopération dans le domaine des essais par l'État et de la protection par brevet des variétés végétales entre la Commission d'État pour les essais de variétés de cultures agricoles de la République du Kazakhstan et l'Inspection d'État pour les essais et la protection des obtentions végétales de la République du Belarus pour la période 2021-2025 et le protocole de la dix-huitième réunion de la Commission intergouvernementale biélorusse-kazakhstanaise sur le commerce et la coopération économique. - un séminaire de formation dans le domaine de l'examen des variétés végétales et de l'examen des variétés nationales	Belarus Kazakhstan	Une coopération fructueuse Formation utile, en particulier la formation pratique sur les parcelles DHS
4. Cours de formation VCU et DHS	15-20 juillet 2024	Belarus, Minsk, Station d'essais de Gorki	SE "State Inspection for Testing and Protection of Plant Varieties"(Inspection nationale pour l'essai et la protection des variétés végétales)	-la mise en œuvre du protocole de la dixième réunion de la commission mixte intergouvernementale sur la coopération bilatérale entre la République du Belarus et la République d'Ouzbékistan - un séminaire de formation dans le domaine de l'examen des variétés végétales et de l'examen des variétés nationales	Belarus, Ouzbékistan	Une coopération fructueuse Formation utile, en particulier la formation pratique sur les parcelles DHS

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

Le nombre de brevets pour des variétés végétales dans le cadre de la modernisation de l'examen DHS ainsi que le nombre d'accords de licence pour la propagation de variétés végétales protégées sont en constante augmentation.



Les employés de la SE "Inspection d'État pour les essais et la protection des obtentions végétales" utilisent activement la base de données sur les obtentions végétales PLUTO dans le cadre de leur travail. Le 25 mars 2024, le Bélarus a fourni des données: 7280 nombre total d'enregistrements.

UPOV PLUTO Premium My search criteria Submission Info

Welcome Tatiana SIAMAS... English ? Logout

Authority	File name	Latest contribution date	Total number of records per file
BY	BY20240325.xlsx	2024-03-25	7280

En 2024, les experts du SE "Inspection d'État pour les essais et la protection des obtentions végétales" ont reçu le certificat international UPOV sur la protection des obtentions végétales (certificat UPOV PVP) Le certificat UPOV PVP constitue une reconnaissance internationale des connaissances et de l'expertise en matière de protection des obtentions végétales. Les titulaires du certificat UPOV démontrent qu'ils ont suivi un certain nombre de cours et contribué à des activités concernant la Convention UPOV et ses orientations, le fonctionnement d'un office de protection des obtentions végétales et l'examen des demandes, y compris l'examen DHS.



En 2024, des experts du SE "Inspection d'État pour l'essai et la protection des variétés végétales" ont participé activement à l'université d'été de l'OMPI et ont également présenté un rendu sur "la protection juridique des variétés végétales en République du Bélarus" dans le cadre du règlement relatif à la tenue de l'université d'été de l'OMPI sur la propriété intellectuelle, organisée par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), section IV Autres droits intellectuels, en collaboration avec le Centre national de la propriété intellectuelle (NCIP), le Comité d'État pour la science et la technologie de la République du Bélarus (SCST), la Bibliothèque nationale du Bélarus.

**ЦЕНТР ПОДДЕРЖКИ
ТЕХНОЛОГИЙ
И ИННОВАЦИЙ**

- доступ к патентным базам данных;
- обучение проведению патентного поиска;
- консультации в сфере интеллектуальной собственности.

**ПРЕИМУЩЕСТВА
СОЗДАНИЯ ЦПТИ:**

- статус участника международного проекта Всемирной организации интеллектуальной собственности (ВОИС);

[L'annexe III suit]

CHINE

ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
1. Formation I sur l'amélioration des capacités en matière de protection des obtentions végétales et d'examen DHS en 2023	Du 2 au 5 juillet 2023	Ville de Dali, province du Yunnan	Centre de développement de la science et de la technologie, ministère de l'agriculture et des affaires rurales, R.P. de Chine	Répondre aux besoins des sélectionneurs des instituts de recherche, des universités et des entreprises de semences qui effectuent eux-mêmes des essais DHS et améliorer leurs compétences en matière d'essais DHS et de PVV dans la nouvelle situation.	125 stagiaires chinois
2. Formation II sur l'amélioration des capacités en matière de protection des obtentions végétales et d'examen DHS en 2023	Du 15 au 19 octobre 2023	Ville de Tianjin	Centre de développement de la science et de la technologie, ministère de l'agriculture et des affaires rurales, R.P. de Chine	Répondre aux besoins des sélectionneurs des instituts de recherche, des universités et des entreprises de semences qui effectuent eux-mêmes des essais DHS et améliorer leurs compétences en matière d'essais DHS et de PVV dans la nouvelle situation.	Plus de 90 stagiaires chinois
3. Action visant à promouvoir les droits de propriété intellectuelle et leur utilisation dans l'industrie des semences (2023)	21 septembre 2023	Ville de Xuzhou, province de Jiangsu	Development Center of Science and Technology, Ministry of Agriculture and Rural Affairs, P. R. Chine together with Xuzhou municipal people's government	Améliorer la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les semences, faire progresser le système EDV de manière réaliste et pratique, renforcer la mise en œuvre des lois et des règlements dans le domaine de l'industrie des semences, afin de dynamiser et de promouvoir la transformation des réalisations innovantes dans le domaine de la sélection végétale.	Plus de 300 participants chinois
4. Cours de formation sur l'amélioration des compétences en matière de protection des obtentions végétales et d'examen DHS	21-26 juillet 2027	Ville de Lijiang, province du Yunnan	Comité de protection des obtentions végétales, Association nationale des semences de Chine	Répondre aux besoins des sélectionneurs des instituts de recherche, des universités et des entreprises de semences qui effectuent eux-mêmes des essais DHS et améliorer leurs compétences en matière d'essais DHS et de PVV dans la nouvelle situation.	160 stagiaires chinois

AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

La Chine, en collaboration avec le Bureau de l'Union, a mis en œuvre le programme d'utilisation de la langue chinoise à l'UPOV. Le Compte rendu sur le programme d'utilisation de la langue chinoise à l'UPOV présentera des développements plus détaillés.

[L'annexe IV suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

À partir du 1er janvier 2024, 85 % de la taxe de demande de protection des obtentions végétales est payée en cas de soumission électronique (article 115/O (1b), LOI XXXIII DE 1995 SUR LA PROTECTION DES INVENTIONS PAR LES BREVETS).

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Pas de changement. Conformément aux règles en vigueur, la protection des obtentions végétales s'étend à tous les genres et espèces de plantes.

1.3 La jurisprudence

Pas de données.

2. Coopération à l'examen

Pas de changement. Selon les alinéas 3) et 4) de l'article 114/R de la loi sur les brevets, les résultats de l'examen expérimental (rapport d'examen DHS) effectué par une autorité étrangère compétente peuvent être pris en considération avec le consentement de cette autorité. Les coûts des essais expérimentaux sont à la charge du Demandeur. Par conséquent, l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) a pris des mesures pour conclure des accords avec les offices nationaux et régionaux sur l'envoi des rapports d'examen technique DHS de l'office compétent à l'HIPO.

L'Office hongrois de la propriété intellectuelle a conclu des accords sur l'envoi de rendus de l'examen technique DHS avec l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), avec le Bundessortenamt (Allemagne) ainsi qu'avec l'Office des droits obtenteurs du ministère de l'agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire (Royaume des Pays-Bas).

3. Situation dans le domaine administratif

Pas de changement. L'HIPO est habilité à accorder la protection des obtentions végétales. Dans le système national, l'HIPO est responsable de l'examen de la nouveauté, de la dénomination et de l'unité ainsi que de l'enregistrement des variétés végétales. L'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire est responsable de l'examen biologique (examen DHS).

4. Situation dans le domaine technique

L'examen technique est effectué par l'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire.

[L'annexe V suit]

NOUVELLE-ZÉLANDE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi de 2022 sur la protection des variétés végétales (Plant Variety Rights Act 2022) est en vigueur et prévoit les droits énoncés dans la Convention UPOV 91. Bien que la Nouvelle-Zélande n'ait pas adhéré à l'UPOV 91, elle reste membre au titre de l'UPOV 78.

Le Plant Variety Rights Act 2022 n'est pas rétroactif, et toutes les demandes effectuées, ainsi que les droits accordés pour des variétés avant le 24 janvier 2023, date d'entrée en vigueur du Plant Variety Rights Act 2022, restent soumis au Plant Variety Rights Act 1987 antérieur.

Le Plant Variety Rights Act 2022 reconnaît et respecte les obligations découlant des principes du Traité de Waitangi en protégeant les relations kaitiaki avec les espèces indigènes et non indigènes d'importance. La sous-partie 3 de la partie 5 du Plant Variety Rights Act 2022 prévoit des procédures supplémentaires et inclut la création du Māori Plant Varieties Committee. Ce comité est en cours de création et fonctionnera lorsque la partie 5 entrera en vigueur en novembre 2024.

La première subvention au titre de la loi de 2022 sur la protection des obtentions végétales a été accordée le 2 février 2024 pour la variété Liliium 'Strong Love'.

2. Coopération à l'examen

La Nouvelle-Zélande continue d'acheter des comptes rendus d'examen aux États membres, en fonction des besoins, conformément aux dispositions générales de la Convention UPOV. La Nouvelle-Zélande fournira gratuitement un rapport d'examen à la demande d'un service étranger chargé de la protection des obtentions végétales. En 2023, quinze (15) rapports d'essai étrangers ont été utilisés pour les décisions relatives au Compte rendu de la Nouvelle-Zélande et quinze (15) rapports d'essai ont été fournis aux autorités étrangères chargées de la protection des obtentions végétales.

La Nouvelle-Zélande a l'intention d'adhérer à UPOV e-PVP et utilisera le module d'échange de comptes rendus d'examen. La Nouvelle-Zélande a participé à un exercice de test en mai 2024 et se réjouit de l'utilisation future du module lorsque celui-ci sera disponible.

La Nouvelle-Zélande a été invitée par le Forum PVV d'Asie de l'Est à participer en tant qu'observateur à l'élaboration de e- PVP Asia. e-PVP Asia est une initiative, soutenue par le Forum, visant à élaborer une approche régionale de l'utilisation des outils e-PVP de l'UPOV dans les États membres potentiels de l'UPOV en Asie du Sud-Est. La Nouvelle-Zélande a participé à deux réunions virtuelles du forum.

3. Situation dans le domaine administratif

Au cours de l'exercice allant du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024, 125 demandes de protection d'obtentions végétales ont été acceptées (augmentation de 27 % par rapport à l'exercice précédent), 93 concessions ont été délivrées (diminution de 8 % par rapport à l'exercice précédent) et 116 concessions ont pris fin (augmentation de 60 % par rapport à l'exercice précédent). Au 30 juin 2024, il y avait 1293 titres valables, ce qui représente une légère diminution par rapport à l'exercice précédent.

L'Office de la propriété intellectuelle de Nouvelle-Zélande (IPONZ) a entamé une révision des taxes prescrites en vertu de la loi de 2022 sur la protection des obtentions végétales. Une consultation publique sur les taxes est prévue pour la fin de l'année 2024 et un barème révisé devrait entrer en vigueur à la mi-2025.

Une étude visant à déterminer la valeur économique, d'innovation et de bien public de la protection des obtentions végétales en Nouvelle-Zélande a été achevée fin 2023 et publiée en mars 2024. L'étude a recueilli des données et des informations sur l'impact de la protection des obtentions végétales et les conclusions seront utilisées pour le développement futur du régime.

Le compte rendu est disponible à l'adresse suivante: [Plant Variety Rights: Avantages pour l'économie et le bien public \(iponz.govt.nz\)](https://www.iponz.govt.nz/plant-variety-rights-advantages-for-economy-and-public-good)

4. Situation dans le domaine technique

Au 1er juillet 2024, 363 variétés sont en cours de test ou d'examen, ce qui représente une légère diminution par rapport à l'année dernière. La durée moyenne en Demandeur est de deux (2) ans pour les variétés appartenant à des espèces non ligneuses et de quatre (4) ans pour les espèces ligneuses.

Un nombre constant de demandes pour des variétés de plantain (*Plantago lanceolata* L.) et de chicorée (*Cichorium intybus* L.) destinées à une utilisation fourragère a rendu nécessaire l'élaboration de principes directeurs d'examen nationaux et l'adaptation des principes directeurs d'examen UPOV existants. Les principes directeurs d'examen de l'UPOV pour la chicorée ont été rédigés pour des types particuliers de variétés mais sont utilisés au niveau national pour différents types de variétés. Les modifications nationales des caractères peuvent être proposées pour examen à un niveau plus large de l'UPOV afin que les principes directeurs d'examen de l'UPOV pour la chicorée comprennent des caractères et des niveaux d'expression mieux adaptés aux variétés fourragères. L'augmentation de la gamme d'espèces fourragères est probablement influencée par l'objectif de l'industrie de réduire la production de méthane par le bétail.

Le premier essai DHS en Nouvelle-Zélande pour une variété de champignon Rochefort (*Penicillium roqueforti* Thom.) sera entrepris plus tard en 2024. La demande a nécessité des recherches approfondies concernant la méthode d'examen DHS et l'identification d'éventuelles variétés similaires. La coopération de l'obteneur a été importante dans la mise au point de l'examen DHS et dans l'examen global.

[L'annexe VI suit]

Période: 1er septembre 2023 - 30 août 2024

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi du 26 juin 2003 sur la protection juridique des obtentions végétales (texte consolidé: JO de 2021, point 213) constitue la base juridique du système national de protection des droits d'obtenteur en Pologne.

La loi polonaise sur la protection des obtentions végétales est basée sur l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Depuis le 1er novembre 2000, tous les genres et espèces de plantes peuvent bénéficier de la protection du droit d'obtenteur en Pologne.

En ce qui concerne les taxes, le décret du ministre de l'agriculture et du développement rural du 17 février 2004 sur les taux des taxes pour le dépôt d'une demande de protection des droits d'obtenteur, l'examen DHS ainsi que pour l'octroi et le maintien des titres de droit exclusif (JO n° 60 de 2004, rubrique 567; JO de 2015, rubrique 2166) est en vigueur.

La Pologne est devenue membre de l'UPOV le 11 novembre 1989 et a adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV en tant que vingt-quatrième État, le 15 août 2003.

2. Coopération à l'examen

Le Centre de recherche pour les essais de cultivars (COBORU) de Stupia Wielka poursuit sa coopération dans le domaine de l'examen technique avec différents pays.

Nous avons signé des accords bilatéraux sur l'examen DHS avec la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie. Des accords unilatéraux sont en vigueur avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovénie et l'Ukraine.

Au cours de la période considérée, la Pologne a effectué des examens DHS pour les autorités des pays suivants: Allemagne (1 variété), Autriche (7 variétés), Belgique (1 variété), Croatie (5 variétés), Danemark (8 variétés), Estonie (8 variétés), Finlande (1 variété), France (1 variété), Hongrie (19 variétés), Lettonie (13 variétés), République tchèque (6 variétés), Lituanie (85 variétés), Norvège (3 variétés), Pays-Bas (Royaume des) (4 variétés), Slovaquie (1 variété), Slovénie (5 variétés), Suède (1 variété), Suisse (26 variétés), Royaume-Uni (6 variétés) ainsi que pour l'OCVV (65 variétés).

Ces tests ont été effectués pour les différentes espèces de plantes agricoles (161 variétés), potagères (30 variétés), ornementales (44 variétés) et fruitières (31 variétés).

Au total, 266 variétés ont été testées dans le cadre d'une commande des autorités susmentionnées.

Comme les années précédentes, certaines autorités, à savoir l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, l'OCVV, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Irlande, le Japon, la Lituanie, la Norvège, la Roumanie, la Serbie, la Slovénie, la Suisse, Türkiye et le Royaume-Uni, ont repris les résultats de l'examen technique du COBORU, afin de fonder leurs décisions pour leurs propres procédures.

La Pologne a participé activement aux travaux d'élaboration des protocoles techniques lors des réunions organisées par l'OCVV.

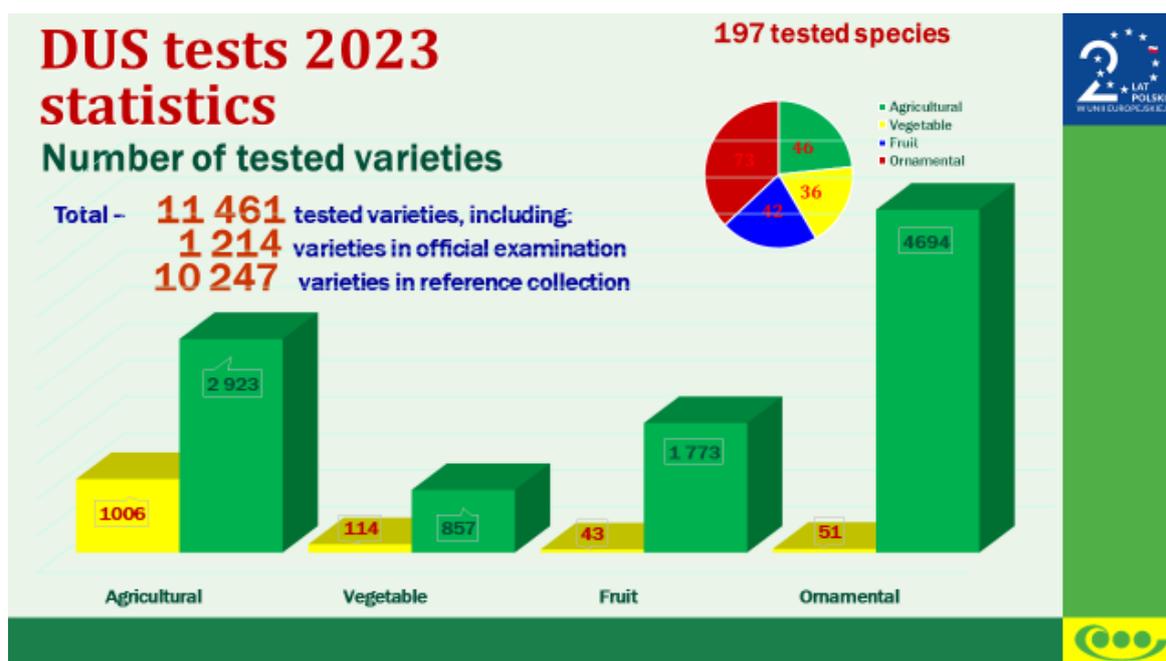
3. et 4. Situation dans les domaines administratif et technique

L'activité d'expérimentation variétale du COBORU dans le domaine de l'examen DHS se déroule dans 13 stations expérimentales d'essais variétaux réparties sur l'ensemble du territoire.

En 2023, 11 461 variétés au sein de 197 espèces végétales ont été testées (ce qui inclut 10 247 variétés dans la collection de référence vivante et 1214 variétés candidates).

Le nombre de variétés testées en Pologne, par secteur végétal, est indiqué dans le graphique ci-dessous.

Nombre de variétés faisant l'objet d'un examen DHS en 2023



En 2023, le COBORU a reçu au total 159 demandes de protection nationale du droit d'obtenteur, ce qui constitue une augmentation de 43 demandes par rapport à l'année précédente.

Du 1er janvier au 30 août 2024, 86 nouvelles demandes, dont 44 nationales et 42 étrangères, ont été déposées en vue de l'obtention du droit d'obtenteur national. Ce nombre est supérieur de 5 demandes à celui observé au cours de la période précédente (81).

En 2023, le directeur du COBORU a accordé 56 titres de protection nationale (9 titres de moins qu'en 2022). À la fin de l'année 2023, 1310 titres de protection nationale étaient en vigueur, ce qui représente une diminution de 7 variétés par rapport à l'année précédente.

Au cours de la période allant du 1er janvier au 30 août 2024, 70 titres de protection nationale du droit d'obtenteur ont été accordés. Au total, 1329 variétés sont protégées en Pologne (au 30 août 2024).

Les détails des statistiques sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Dans la colonne "Titres ayant cessé", 28 variétés pour lesquelles - au cours de la période rendue - le droit d'obtenteur national a expiré sont incluses.

Plante Espèces	Demandes pour le droit d'obtenteur 1.01. - 30.08.2024			Octrois du droit d'obtenteur 1.01. - 30.08.2024			Titres ayant cessé	Titres en vigueur au 30.08.2024
	domestique	étranger	ensemble	domestique	étranger	ensemble		
Agricoles	29	13	42	38	4	42	36	739
Potagères	0	0	0	2	1	3	3	212
Ornementales	15	27	42	9	2	11	6	255
Fruitières	0	2	2	11	3	14	6	123
Total	44	42	86	60	10	70	51	1329

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Des représentants de la Pologne participent régulièrement aux sessions des organes de l'UPOV et aux groupes de travail techniques de l'UPOV.

En outre, les représentants polonais participent aux réunions du Comité permanent de l'OCVV DG SANTE, Bruxelles, ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration de l'OCVV.

Au cours de la période considérée, les cours d'enseignement à distance de l'UPOV: "Introduction au système UPOV de protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV"(DL-205), "Administration des droits d'obteneur"(partie A du cours DL-305: Examen des demandes de droits d'obteneur) et "Examen DHS (partie B du cours DL-305: Examen DHS (partie B du cours DL-305: Examen des demandes de droits d'obteneur)"ont été suivis avec succès par vingt-huit experts ou spécialistes du COBORU.

Publications

Tous les deux mois, le COBORU publie la *Gazette polonaise des droits d'obteneur et de la liste nationale* (Diariusz), qui contient des informations détaillées sur les systèmes nationaux de protection des droits d'obteneur et de liste nationale.

La liste des variétés protégées par des droits d'obteneur nationaux (y compris les droits d'obteneur provisoires), au 30 juin 2024, a été publiée dans le troisième numéro de la *Gazette polonaise des droits d'obteneur et de la liste nationale*, à savoir le n° 3(182)2024.

Le Journal officiel est également disponible sur notre site web, dans la section: *Publications*.

En outre, le Centre de recherche pour les essais de cultivars gère et met à jour systématiquement une page d'accueil www.coboru.gov.pl qui contient les informations officielles sur les questions relatives à la protection des obtentions végétales en Pologne.

Au cours de la période de référence, le COBORU a participé aux activités promotionnelles suivantes:

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
Conférence LiveSeeding sur la politique en matière de semences biologiques	29.09.2023	Poznań, Pologne	Consortium LiveSeeding	Conférence sur la politique en matière de semences biologiques	PL: 20 Total: 60
"100e anniversaire de la création des ressources nationales en matière de variétés végétales en Ukraine	29.09.2023	en ligne	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales	Coopération internationale UA-PL	PL: 1 Total: 150
Réunions du projet Twinning: UA 19 ENI HE 01 20 pour l'Ukraine	10.11.2023	Słupia Wielka/ Poznań, Pologne	COBORU, GIORIN	Coopération internationale UA-PL	PL: 5 UA: 5
Réunion des représentants des autorités compétentes de Pologne, d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie	13.12.2023	Białystok, Pologne	COBORU	Coopération dans le domaine de la réalisation par le COBORU DUS d'essais de variétés au profit des autorités des États baltes	PL:5 EE:4 LV: 2 LT: 2
IPM ESSEN 2024	23-26.01.2024	Essen, Allemagne	IPM	Promotion du PVP et des offices de variétés	PL: 8 DE:5 NL:6 FR:2 OCVV:1 Total: 36 000 visiteurs

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS PERTINENTS POUR L'UPOV

La *liste nationale polonaise des variétés végétales agricoles*, la *liste nationale polonaise des variétés végétales potagères* et la *liste nationale polonaise des variétés végétales fruitières* ont été publiées en mai 2024. Ces listes officielles ainsi que les listes actualisées des variétés sont également disponibles à l'adresse suivante: www.coboru.gov.pl

[L'annexe VII suit]

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Pas de changement.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Conformément à la loi n° 39-XVI/2008 sur la protection des obtentions végétales, la protection est offerte aux variétés de tous les genres et espèces botaniques, y compris les hybrides entre genres et espèces.

1.3 Jurisprudence

Il n'y a pas de précédent en ce qui concerne la protection des droits des obtenteurs.

2. Coopération à l'examen

Utilisation du rapport d'examen DHS existant proposé par:

- OCVV
- GEVES, FR
- Bundessortenamt, DE
- Naktuinbouw, NL

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative: Pas de changement.
- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau: Pas de changement.

Changements dans le système de procédure et de protection

Quatre (4) lignes directrices nationales ont été élaborées pour les tests:

- *Prunus tomentosa* Thunb. - MTG/27/1
- *Thymus × citriodorus* (Pers.) Schreb - MTG/28/1
- *Galega orientalis* Lam. - MTG/29/1
- *Helichrysum italicum* (Roth) Gussone - MTG/30/1

Statistiques

Au cours de la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023:

- 17 demandes ont été reçues;
- 32 décisions d'octroi de brevets sur des variétés végétales ont été adoptées;
- 24 brevets de variété végétale ont été délivrés.

4. Situation dans le domaine technique

Pas de changement.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

L'AGEPI tient régulièrement à jour le site web www.agepi.gov.md, où l'on peut accéder à la législation nationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales, ainsi qu'aux formulaires de Demande d'un brevet de variété végétale et à des informations connexes utiles pour les demandeurs et les obtenteurs, disponibles en roumain, en russe et en anglais.

Le matériel d'information relatif à la protection des obtentions végétales est distribué dans le cadre des différentes activités organisées par l'AGEPI ou auxquelles l'AGEPI participe, comme les séminaires, les campagnes de sensibilisation à la propriété intellectuelle et les expositions.

Depuis 2016, la République de Moldova, représentée par l'AGEPI, est un membre participant du projet de l'UPOV sur l'élaboration d'un formulaire de demande électronique UPOV PRISMA. Les informations connexes sur la procédure de protection des obtentions végétales au moyen du formulaire de demande électronique UPOV PRISMA sont accessibles sur le site Web www.agepi.gov.md.

[L'annexe VIII suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Aucun élément nouveau.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Le Royaume-Uni a poursuivi les travaux visant à prolonger de 25 à 30 ans la durée des droits d'obtenteur pour l'espèce asperge et les groupes d'espèces bulbes à fleurs, petits fruits ligneux et plantes ornementales ligneuses. Ces travaux ne devraient pas être achevés avant 2025 au plus tôt.

1.3 La jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération à l'examen

Un projet d'accord de coopération est en cours entre le Royaume-Uni et le Japon.

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative
- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau

La politique du gouvernement britannique consiste à faire payer de nombreux biens et services fournis par le secteur public. L'approche standard consiste à fixer des tarifs permettant de recouvrer l'intégralité des coûts de la prestation de services et à revoir ces tarifs régulièrement (soit annuellement, soit tous les deux ans, selon les besoins). Le contribuable est ainsi déchargé des coûts, de sorte qu'ils sont correctement supportés par les utilisateurs qui bénéficient d'un service. Cela permet une distribution plus équitable des ressources publiques et une réduction des dépenses publiques et des emprunts.

Les services des variétés végétales et des semences fonctionnent selon ce principe de recouvrement intégral des coûts. Les redevances pour les variétés végétales et les semences sont régulièrement réexaminées et ajustées afin d'éviter tout recouvrement insuffisant ou excessif des coûts.

Des changements de taxes ont été appliqués à partir du 1er juin 2024 pour les services de liste des variétés et droits obtenteurs (VL/PBR) et de certification des semences de Grande-Bretagne et d'Irlande (GB/NI). Ces modifications étaient nécessaires en raison de l'augmentation des coûts des intrants depuis les dernières modifications des taxes.

En 2025, l'Office des droits d'obtenteur du Royaume-Uni visera à mettre en œuvre le module d'administration UPOV e-PVP et le module d'échange de rapports DHS. Ces nouveaux modules viendront compléter l'outil d'application UPOV PRISMA, que le Royaume-Uni a adopté en 2021.

4. Situation dans le domaine technique

Le Royaume-Uni a deux projets de recherche actifs pour soutenir l'examen DHS, financés par Defra, sur le développement de l'utilisation des marqueurs génétiques et la combinaison avec la reconnaissance des formes de l'intelligence artificielle (IA) pour la gestion de la collection de référence. Le Compte rendu de ces projets à l'UPOV est prévu pour 2025, ainsi que des propositions d'utilisation du modèle d'IA.

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

Le Genetic Technology (Precision Breeding) Act 2023 a été introduit en mars de l'année dernière pour l'Angleterre. Cette loi couvre la dissémination dans l'environnement et la commercialisation de plantes et d'animaux qui ont été développés à l'aide de techniques biotechnologiques modernes, telles que l'édition de gènes, alors que les changements génétiques auraient pu se produire naturellement ou par le biais de méthodes de sélection traditionnelles. Les instruments statutaires nécessaires à la mise en œuvre de la loi sont en cours d'élaboration, la priorité étant donnée aux plantes sélectionnées avec précision.

Le Genetic Technology (Precision Breeding) Act 2023 (loi sur les technologies génétiques et l'élevage de précision) introduit quatre changements politiques clés:

- a. Retirer les plantes et les animaux élevés avec précision des exigences réglementaires applicables aux organismes génétiquement modifiés (à l'exclusion de celles relatives aux microbes, aux matières organiques et à l'utilisation confinée).
- b. L'introduction de deux systèmes de notification à des fins de recherche et de commercialisation, dans lesquels les éleveurs et les chercheurs devront effectuer des notifications.
- c. Établir un système réglementaire proportionné pour la commercialisation des animaux élevés avec précision afin de garantir le bien-être des animaux.
- d. Mise en place d'une nouvelle procédure d'autorisation fondée sur des données scientifiques pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux élaborés à l'aide d'organismes sélectionnés avec précision.

[L'annexe IX suit]

SERBIE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Il n'y a pas eu de changement.

- Autres modifications, y compris en ce qui concerne les redevances

Les nouvelles taxes liées aux droits d'obteneur sont publiées dans la loi sur les taxes administratives ("Journal officiel de la RS", n° 63/24), qui sont en vigueur depuis le 1er août 2024.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Tous les genres et espèces de plantes font l'objet d'une protection en vertu de la loi sur la protection des droits d'obteneur ("Journal officiel de la RS", n° 41/2009 et 88/2011).

2. Coopération à l'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative

La structure administrative n'a pas été modifiée.

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau - La Direction de la protection des végétaux est l'autorité désignée pour la protection des droits d'obteneurs en République de Serbie. La Direction de la protection des végétaux accomplit également des tâches liées à la protection des obtentions végétales contre les organismes nuisibles, à l'autorisation et au contrôle des produits de protection et de nutrition des végétaux, à l'enregistrement des variétés végétales pour la liste nationale, à la sécurité biologique (OGM) et aux inspections phytosanitaires. Au sein de la direction de la protection des végétaux, le groupe chargé de la protection des variétés végétales et de la biosécurité exécute les procédures administratives liées aux dispositions de la loi sur la protection des droits d'obteneur et à l'octroi des droits d'obteneur, ainsi que les tâches liées à la sécurité biologique (OGM).

- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau

Il n'y a pas eu de changement.

4. Situation dans le domaine technique

De septembre 2023 à septembre 2024, des droits d'obteneur ont été accordés pour 52 variétés végétales, sur la base des résultats de l'examen des variétés végétales et des propositions du Conseil d'experts pour la protection des droits d'obteneur, en tant qu'organe d'experts spécial du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau - Direction de la protection des végétaux.

La Serbie participe à l'outil de demande de droits d'obteneur UPOV PRISMA.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité
Système de droits d'obtenteur en Serbie	12 octobre 2023	Belgrade République de Serbie	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) Ambassade des Pays-Bas (Royaume des) à Belgrade, Serbie Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau de la République de Serbie AGRO Belgrade	Forum des entreprises du Berry Une conférence spécialisée organisée pour les producteurs et exportateurs de baies fraîches et les membres de l'industrie des baies en Serbie

[L'annexe X suit]

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Aucune modification n'a été apportée à la législation sur la protection des obtentions végétales (PVP) de Singapour après le rapport présenté au Conseil en 2022.

La législation la plus récente de Singapour est la suivante:

- Loi sur la protection des obtentions végétales à Singapour
- Règles PVP de Singapour

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Singapour autorise la protection de tous les genres et espèces de plantes depuis le 30 juillet 2014.

1.3 La jurisprudence

Il n'y a pas de mise à jour.

2. Coopération à l'examen

Il n'y a pas de mise à jour.

3. Situation dans le domaine administratif

Structure administrative

Il n'y a pas de changement dans la structure administrative.

Procédures et systèmes bureautiques

Dépôt électronique via IPOS Digital Hub: À compter du 23 novembre 2023, le mode par défaut par lequel les parties déposent, envoient ou signifient au greffier des documents pour toutes les demandes (à l'exception d'une demande d'inspection du registre en vertu de l'article 40 de la loi sur la protection des obtentions végétales) sera via le système électronique en ligne ([IPOS Digital Hub](#)). Le mode de soumission par défaut d'une requête en inspection du registre en vertu de l'article 40 de la loi sur la protection des obtentions végétales restera le [formulaireSG](#).

4. Situation dans le domaine technique

Il n'y a pas de mise à jour.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Il n'y a pas de mise à jour.

UKRAINE
(2023)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. État du secteur juridique

La loi ukrainienne n° 2763-IX du 16 novembre 2022 portant modification de certains actes législatifs ukrainiens en vue d'aligner la législation dans le domaine de la protection des obtentions végétales et de la production de semences et de plants sur les dispositions de la législation de l'Union européenne a été adoptée, ce dont l'UPOV a été informée et a reçu une traduction du Ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation en date du 10.05.2023 n° 21- 1331-06.1/12514.

En raison de l'absence de la loi sur le site web de l'UPOV (<https://upovlex.upov.int/en/legislation/profile/UA>), nous la retraduisons.

Résolutions adoptées par le cabinet des ministres de l'Ukraine:

- en date du 12 décembre 2023 n° 1305 "Sur l'approbation de la procédure de demande d'échantillons d'essai des composants parents qui sont des composants constitutifs de l'objet de la demande de variété";
- du 4 août 2023 n° 813 "Sur les amendements à la résolution n° 1183 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 19 août 2002".

Ordres adoptés de la Minagropolitique:

- en date du 31 août 2023 n° 1609 "Sur l'approbation de la procédure d'élaboration, de dépôt et d'examen d'une Demandeur de Variété", enregistrée auprès du Ministère de la Justice de l'Ukraine le 3 octobre 2023 n° 1735/40791;
- datée du 26 septembre 2023 n° 1710 "Sur l'approbation de la procédure de fourniture d'échantillons officiels et expérimentaux de matériel végétal de la variété", enregistrée auprès du Ministère de la justice de l'Ukraine le 12 octobre 2023 n° 1785/40841;
- datée du 5 juillet 2023, n° 1344 "Sur l'approbation de la procédure de conduite de l'examen de qualification variétale ", enregistrée auprès du ministère de la Justice d'Ukraine le 21 juillet 2023 n° 1244/40300;
- en date du 16 novembre 2023 N° 1981 "Sur l'approbation de la procédure de réalisation des études de tri préalables à l'enregistrement ", enregistrée auprès du ministère de la Justice d'Ukraine le 9 janvier 2024 N° 45/41390.

A expiré:

- Résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 19 septembre 2018 n° 756 "Sur l'approbation de la procédure de demande d'échantillons de matériel végétal des composants parents de l'objet de la Demande ";
- Ordonnance du Service d'État pour la protection des obtentions végétales en date du 12 mars 2003 n° 3 2/139-- 43 "Sur l'approbation de la procédure de distribution en Ukraine d'une variété pour laquelle le droit exclusif du titulaire n'existe pas", enregistrée au Ministère de la justice de l'Ukraine le 27 mars 2003 sous le n° 241/7562;
- Ordonnance du Ministère de la politique agricole du 28 mai 2003 n° 151 "Approbation du règlement relatif au certificat d'auteur d'une variété végétale", enregistrée au Ministère de la justice de l'Ukraine le 11 juin 2003 sous le numéro 470/7791;
- Arrêté du Minagropolitique du 28 février 2018 n° 110 "Sur l'approbation des règles d'élaboration et de dépôt des demandes de variétés végétales ", enregistré au ministère de la Justice de l'Ukraine le 5 juillet 2018 n° 781/32233.

2. Coopération à l'examen

L'Ukraine a échangé 112 rapports sur les résultats de la recherche sur le terrain au Conseil de l'Europe au cours de l'année 2023. L'Ukraine a utilisé les rendus de l'examen à l'Assemblée générale des pays suivants: Slovaquie, Autriche, Hongrie, Allemagne, Espagne, France, Roumanie.

3. État du secteur administratif

Depuis 2020, le Minagropolicy est autorisé à être l'organisme compétent pour l'enregistrement des variétés végétales en Ukraine.

4. État du secteur technique

4.1 Des modifications ont été apportées aux éléments suivants:

- "MÉTHODES DE CONDUITE DE L'EXAMEN DE QUALIFICATION DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES POUR L'ADAPTATION À LA PROPAGATION EN UKRAINE (Méthodes de détermination des indicateurs de qualité de la production végétale) "(arrêté du Minagropolicy en date du 27 novembre 2023 n° 2055);
- Méthode de détermination de la conformité des variétés de chou portugais (*Brassica oleracea* L. var. *costata* DC.), de chou cérébral (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.) Alef. var. *medullosa* Thell.), de chou frisé (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.) Alef. var. *sabellica* L.), chou vert feuillu (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.) Alef. var. *viridis* L.), chou palmiste feuillu (*Brassica oleracea* L. var. *palmifolia* DC.) critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 01.12.2023 n° 2092);
- Méthode de détermination de la compatibilité des variétés de chou japonais (*Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt), de chou chinois × chou japonais (hybrides entre *Brassica rapa* L. Emend. Metzg. ssp. *chinensis* (L.) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt), chou japonais × chou à large nez [hybrides entre *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *narinosa* (L. H. Bailey) Hanelt], chou japonais × navet (hybrides entre *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *narinosa* (L. H. Bailey) Hanelt), etc. , chou japonais × navet (hybrides entre *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *Rapa*) aux critères de différence, d'uniformité et de stabilité (Arrêté du Minagropolicy du 01.12.2023 No. 2092);
- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés de carex à grandes fleurs (*Koeleria macrantha* (Ledeb.) Schult.) et de carex gris (*Koeleria glauca* (Spreng.) DC.) avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 01.12.2023 n° 2092);
- Méthodologie de détermination de la conformité des variétés de sorgho (*Sorghum Moench*) aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 01.12.2023 n° 2092).

4.2 Approuvé:

- Méthodologie pour la conduite d'un examen de qualification des variétés végétales en vue de leur aptitude à la distribution en Ukraine (partie générale) (arrêté du Minagropolicy en date du 17 novembre 2023 n° 2005);
- Méthodologie pour déterminer la compatibilité des variétés de chou portugais (*Brassica oleracea* L. var. *costata* DC.), de chou pommé (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.) Alef. var. *medullosa* Thell.), de chou frisé (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.)), de chou feuillu (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala*) (var. *palmifolia* DC.) (var. *palmifolia* DC.). *acephala* (DC.), chou frisé (*Brassica oleracea* L. convar. *acephala*), chou frisé (*Brassica oleracea* L.) (var. *palmifolia* DC.) critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (Arrêté du Minagropolicy en date du 17.01.2023 n° 42);
- Méthode de détermination de la compatibilité des variétés de chou japonais (*Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt), de chou chinois × chou japonais (hybrides entre *Brassica rapa* L. Emend. Metzg. ssp. *chinensis* (L.) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt), chou japonais × chou à large nez (hybrides entre *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *narinosa* (L. H. Bailey), chou japonais × navets (hybrides entre *Brassica rapa* L. subsp. *nipposinica* (L. H. Bailey) Hanelt et *Brassica rapa* L. subsp. *Rapa*) aux critères de différence, d'homogénéité et de stabilité (Arrêté du Minagropolicy en date du 02.03.2023 n° 133);)

- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés d'ajonc à grandes fleurs (*Koeleria macrantha* (Ledeb.) Schult.) et d'ajonc gris (*Koeleria glauca* (Spreng.) DC.) aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 14.02.2023 n° 190);
- Méthodologie de détermination de la conformité des variétés de sorgho (*Sorghum Moench*) aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 10.03.2023 n° 422);
- Méthodologie pour déterminer l'aptitude des variétés de fétuque rouge (*Festuca rubra* L.), de fétuque ovine (*Festuca ovina* L.), de fétuque à feuilles minces (*Festuca filiformis* Pourr.), de fétuque scabre (*Festuca brevipila* R. Tracey), de fétuque panachée (*Festuca heterophylla* Lam.), de fétuque (*Festuca pseudovina* Hack. ex Wiesb.), fétuque rouge (*Festuca rubra* var. *commutata* Gaudin.), fétuque sillonnée (*Festuca rupicola* Heuff.), fétuque galloise (*Festuca valesiaca* Schleinch. ex Gaudin.), fétuque rouge (*Festuca rubra* L. subsp. *rubra*) critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (Arrêté du Minagropolicy en date du 17.03.2023 n° 530);
- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés du genre rose (*Rosa* L.) aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 29.03.2023 n° 667);
- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés de soja cultivé (*Glucine max* (L.) Merr.) avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 02.10.2023 n° 1745);
- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés de trèfle rouge (*Trifolium pratense* L.) avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 02.10.2023 n° 1747);
- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés de viorne (*Viburnum opulus* L.) avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 04.10.2023 n° 1754);
- Méthodologie pour déterminer la conformité des variétés de pommes de terre (*Solanum tuberosum* L.) aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (arrêté du Minagropolicy en date du 06.10.2023 n° 1772).

5. Activités visant à promouvoir la protection des obtentions végétales

[L'annexe contient] des informations sur les activités de promotion de la protection des obtentions végétales et des publications dans le domaine de la protection des droits d'obtenteur sous forme électronique.

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS CONCERNANT L'UPOV

Les informations statistiques sur la protection des obtentions végétales en Ukraine pour 2023 ont été transmises par la lettre du Minagropolicy datée du 19 avril 2024 n° № 21-1331-06.1/11064 et sous forme électronique à l'e-mail: upov.mail@upov.int.

[L'appendice de l'annexe IX suit]

APPENDICE

ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
<p>"Étude et protection des obtentions végétales" Imprimé ISSN 2518-1017 En ligne ISSN 2518-7457 № 1, 2, 3, 4, volume 19, 2023 https://journal.sops.gov.ua/issue/archive</p>	trimestrielle	Kiev, Ukraine	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales, Plant Breeding & Genetics Institute - Centre national de recherche sur les semences et les cultivars du NAAS, Institut de physiologie végétale et de génétique, Académie nationale des sciences d'Ukraine	Publications sur l'étude et la science des variétés végétales, la génétique, la sélection et la production de semences, la physiologie végétale, la biotechnologie et la biosécurité, la production végétale, le marché des variétés végétales, la protection des variétés végétales, la coopération internationale, les systèmes d'information et les technologies, le point de vue des jeunes scientifiques, l'histoire des sciences, les anniversaires.	Ukraine	
<p>Bulletin "Protection des obtentions végétales", № ½, № 3, № 4, № 5, № 6, № 7, № 8, № 9, № 10, № 11, №12, 2023. https://sops.gov.ua/buleten-arhiv-nomeriv</p>	mensuel	Kiev, Ukraine	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales	Bulletin publié conformément à la loi ukrainienne sur la protection des obtentions végétales aux fins de l'information officielle dans le domaine des droits d'obtention végétale et de la mise en œuvre des obligations internationales de l'Ukraine découlant de son adhésion à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).	Ukraine	
<p>Conférence internationale de recherche appliquée des jeunes scientifiques et spécialistes "Breeding, Genetics and Technologies for Growing Crops" http://confer.uiesr.sops.gov.ua/miron2023/schedConf/presentations</p>	21.04.2023	village de Centralne, région de Kyiv	V.M. Remeslo Institut du blé de Myronivka Académie nationale des sciences agraires d'Ukraine; Institut ukrainien d'examen des variétés végétales	Définition des tendances modernes en matière de recherche agricole et d'évaluation des variétés végétales	Ukraine, Égypte (200 participants)	a publié une collection de documents de conférence

C/58/13
Annexe XI, page 5

Titre de l'activité	Date:	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
VIe Conférence Internet pour jeunes scientifiques "Sélection des cultures agricoles - de la molécule à la variété". http://confer.uesr.sops.gov.ua/genetika2023/schedConf/presentations	07.09.2023	Kiev, Odesa	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales; Institut de sélection végétale et de génétique - Centre national de recherche sur les semences et les cultivars de l'Académie nationale des sciences agraires d'Ukraine	Demandeur des méthodes modernes de biotechnologie et de génétique dans l'agriculture et les essais de variétés	Ukraine (29 participants)	a publié une collection de documents de conférence
Conférence internationale sur les sciences appliquées "100e anniversaire de la création de la variété végétale nationale Ressources de l'Ukraine" https://events.sops.gov.ua/uploads/ZbirnykHundred.pdf http://confer.uesr.sops.gov.ua/100nsrr/schedConf/presentations	29.09.2023	Kiev	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales	Développement de l'examen des variétés végétales, tendances modernes de la recherche agricole	Ukraine (100 participants)	a publié une collection de documents de conférence

[L'annexe XII suit]

ANNEXE XII

UNION EUROPÉENNE¹
Période: juillet 2023 - juillet 2024

(Compte rendu préparé par la Commission européenne
en étroite collaboration avec l'Office communautaire des variétés végétales)

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1) LégislationGénéral1.1 Modification de la loi et des règlements d'application:

À partir du 1er avril 2024, suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-522/21, l'Union européenne a modifié les modalités d'application de l'exemption agricole, par le biais du règlement d'exécution (UE) 2024/833 de la Commission du 11 mars 2024 modifiant le règlement (CE) n° 1768/95 de la Commission en ce qui concerne la responsabilité pour les dommages conformément à l'article 94, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil.

1.2 Jurisprudence1.2.1 Tribunal de l'Union européenne

Arrêt du 28 février 2024 dans l'affaire T-556/22, House Foods Group, Inc. vs CPVO ("SK20")

En décembre 2017, House Foods Group Inc. ("demandeur") a déposé une demande de protection communautaire des obtentions végétales ("CPVR") pour une variété de l'espèce *Allium cepa* (groupe Cepa) avec la dénomination "SK20" (dossier n° 2017/3314). L'OCVV a constaté que la variété répondait aux exigences DHS et a émis un rapport final positif sur l'examen technique ainsi que la description de la variété. Le Demandeur a toutefois demandé l'ajout dans la description variétale d'un caractère ne figurant pas dans le protocole technique.

L'Office a refusé la demande en expliquant que la variété avait déjà été jugée distincte de la connaissance commune sur la base d'autres caractéristiques morphologiques faisant partie du protocole pertinent. Le CPVR a donc été accordé.

Le Demandeur (désormais "requérant") a fait appel de la décision de l'Office relative à l'octroi du CPVR devant la Chambre de recours de l'OCVV ("Chambre"). Le recours était essentiellement fondé sur le fait que la décision de l'OCVV refusant de modifier la description de la variété pour refléter la caractéristique supplémentaire invoquée par le requérant affectait l'étendue de la protection du droit accordé.

Par décision du 1er juillet 2022 (n° A018/2021), la chambre a rejeté le recours. Elle l'a jugé irrecevable en vertu de l'article 49, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 874/2009 ("règlement relatif à la procédure" ou "RP") en liaison avec l'article 81 du règlement (CE) n° 2100/94 ("règlement de base" ou "RE"), car le requérant n'avait pas la qualité de "partie perdante".

Le requérant a introduit un nouveau recours contre la décision de l'Office devant le Tribunal. Le Tribunal a également rejeté le recours, confirmant la position de l'Office et de la Commission.

Dans son arrêt, le Tribunal a précisé que la description officielle de la variété n'est pas censée refléter l'expression de tous les caractères résultant du génotype d'une variété candidate, mais seulement celle des caractères qui suffisent à démontrer la distinction de la variété. Il suffit que la variété se distingue clairement par au moins un caractère. Par conséquent, même si le caractère supplémentaire avait été inclus dans l'examen technique et dans la description de la variété, cela n'aurait eu aucune incidence sur la protection conférée par le CPVR.

Le Tribunal a en outre jugé que l'insertion de la caractéristique supplémentaire dans la description de la variété ne peut procurer aucun avantage en ce qui concerne l'étendue de la protection d'un CPVR. En effet, le champ d'application du CPVR concerne la variété elle-même et l'ensemble de sa variété végétale, ce qui englobe

tous les caractères de la variété résultant de son génotype, quels que soient les caractères figurant dans la description de la variété. Sur cette base, le Tribunal a estimé que la chambre avait eu raison de constater que le requérant n'avait pas d'intérêt à introduire le recours.

Enfin, le Tribunal a confirmé que l'Office avait eu raison de noter que le président de l'OCVV n'avait pas l'obligation de déclencher la procédure des caractères additionnels de l'art. 23 PR, puisque la distinction de la variété avait déjà été établie sur la base d'au moins un caractère.

Arrêt du 17 avril 2024 dans l'affaire T-2/23, Romagnoli Fratelli SpA vs CPVO ("Melrose")

Cette affaire concerne le CPVR pour la variété de pomme de terre "Melrose" appartenant à Romagnoli Fratelli SpA ("titulaire"). Le 27 octobre 2021, l'OCVV a envoyé au titulaire, via la plateforme en ligne MyPVR User Area, la note de débit concernant le paiement de la taxe annuelle pour le maintien du CPVR. En l'absence de paiement, l'OCVV a envoyé, via l'espace utilisateur MyPVR, un rappel le 10 janvier 2022, toujours via MyPVR, accordant au titulaire un délai d'un mois pour payer la taxe annuelle. Le 21 mars 2022, faute de paiement, l'OCVV a annulé le PVR conformément à l'article 21 du règlement de base. Le 6 mai 2022, le titulaire a déposé une Demande de *restitutio in integrum* conformément à l'article 80 du règlement de base. L'OCVV a rejeté cette demande au motif qu'elle ne remplissait pas les conditions légales requises.

Le titulaire (désormais "Demandeur") a contesté la décision de l'OCVV relative à sa demande de *restitutio in integrum* directement devant le Tribunal. Il a fait valoir que, bien qu'il ait fait preuve de toute la diligence requise, des circonstances imprévisibles liées à la pandémie de Covid-19 l'ont empêché de donner suite au paiement requis. Cela justifierait qu'il n'ait pas respecté le délai de paiement. Le titulaire a ensuite contesté la légalité du canal de communication électronique MyPVR de l'OCVV en tant que moyen valable pour notifier les notes de débit et les rappels relatifs au paiement des taxes annuelles.

Pour sa part, l'OCVV a contesté la recevabilité du recours de la requérante au motif qu'il n'y avait pas de base juridique pour le faire. Les décisions de *restitutio in integrum* ne sont pas susceptibles de recours au sens de l'article 67, paragraphe 1, du règlement de base et, en outre, le requérant avait attaqué une décision de l'OCVV directement devant le Tribunal, sans passer par l'Office.

Le Tribunal a jugé le recours recevable mais non fondé et a rejeté le recours.

En ce qui concerne la recevabilité du recours, le Tribunal a estimé que malgré l'absence de dispositions procédurales spécifiques dans le règlement de base permettant d'intenter un recours contre une décision de l'Office à la suite d'une demande de *restitutio in integrum*, l'OCVV doit appliquer les principes du droit procédural qui sont généralement reconnus dans les États membres. Ces principes, associés à certaines dispositions juridiques du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), doivent être considérés comme offrant la possibilité d'une action contre les actes de tout organe de l'Union européenne, y compris l'OCVV.

Sur le fond, le Tribunal a rejeté les moyens de la requérante comme non fondés. Premièrement, le Tribunal a considéré que l'OCVV avait agi correctement lorsqu'il avait constaté que les preuves fournies par la requérante n'étaient pas suffisantes pour prouver les circonstances imprévisibles invoquées, et que la diligence requise par la requérante ne pouvait pas être établie. Par conséquent, la Demande de *restitutio in integrum* ne remplissait pas les conditions prévues à l'article 80 du règlement de base, et la justesse de la décision de l'OCVV a été confirmée. Deuxièmement, le Tribunal a estimé qu'il ne pouvait être reproché à l'OCVV d'avoir envoyé les rappels de notes de débit via MyPVR, étant donné que le Demandeur avait préalablement opté pour la communication électronique en signant les conditions d'utilisation de MyPVR. Troisièmement, le tribunal a estimé que le cadre juridique de l'OCVV reconnaissait les moyens électroniques comme des méthodes de communication valables, ce cadre incluant la décision du président de l'OCVV établissant MyPVR comme moyen de communication avec les utilisateurs électroniques.

Il est à noter que la requérante a introduit le 14 juin 2024 un recours devant la Cour de justice pour contester l'arrêt du Tribunal (affaire C-426/24 P). Les critères de recevabilité de l'instance de la Cour de justice étant restrictifs, il reste à voir si le recours est jugé recevable en premier lieu.

Arrêt du 29 mai 2024 dans l'affaire T-77/23, Jaw de Croon Holding BV vs CPVO ("Belsemred1")

En novembre 2015, Belgicactus BVBA ("demandeur ") a déposé une demande de CPVR pour la variété *Sempervivum arachnoideum* L. "Belsemred1 ". Le droit a été accordé en mars 2018. En octobre 2019, Jaw de Croon BV a déposé une requête en nullité pour contester le CPVR, affirmant que la variété protégée ne répondait pas aux exigences de distinction et de nouveauté. Selon le demandeur de nullité, une variété rouge

de *Sempervivum* "identique ou similaire" à "Belsemred1" existe depuis 2007 et est commercialisée en grandes quantités depuis 2009/2010. Il a également affirmé que l'examen technique de "Belsemred1" n'avait pas été mené correctement car il n'avait pas pris en compte la variété prétendument identique.

L'OCVV a rejeté la requête en nullité par sa décision d'octobre 2021 en raison de l'insuffisance des preuves. Le demandeur de nullité (aujourd'hui "requérant") a fait appel de la décision devant le Conseil, invoquant des erreurs de l'OCVV dans l'évaluation de la demande de nullité et demandant un nouvel examen technique.

Par décision en date du 16 décembre 2022 (n° A024/2021), la chambre a rejeté le recours. La chambre a estimé que l'OCVV avait eu raison de rejeter la requête en nullité et n'avait pas abusé de son pouvoir d'appréciation en rejetant les preuves produites par le requérant. Les preuves étaient insuffisantes et peu fiables.

Le requérant a introduit un recours contre la décision de l'Office devant le Tribunal. Le Tribunal a également rejeté le recours, confirmant les positions de l'Office et de la Commission.

Dans le recours devant le Tribunal, la requérante a invoqué deux moyens principaux concernant la décision attaquée de la chambre de recours: i) la violation des formes substantielles — en faisant valoir que le raisonnement de la chambre était insuffisant et non convaincant; et ii) des erreurs dans l'évaluation des exigences de nouveauté et de distinction de la variété candidate "Belsemred1"— en ce qui concerne l'évaluation des preuves et l'obligation pour l'OCVV d'organiser un nouvel examen technique.

En ce qui concerne le premier argument, le Tribunal a confirmé que l'obligation de motivation peut être satisfaite sans qu'il soit nécessaire de répondre expressément et exhaustivement à tous les arguments soulevés par les parties. En outre, il a également estimé que les droits de la défense ne sont violés par une irrégularité de procédure que dans la mesure où cette irrégularité limite ou affecte la défense de la partie.

En ce qui concerne le second argument, le Tribunal a confirmé qu'en matière technique, la portée de son contrôle est limitée aux erreurs manifestes d'appréciation, alors qu'en matière d'appréciation des faits, il procède à un contrôle complet de la légalité (par exemple, en matière de nouveauté). En outre, le Tribunal a reconnu que la charge de la preuve incombe à l'auteur de la requête en nullité et a estimé qu'en l'espèce, l'Office s'était également acquitté de son obligation d'examiner les faits de sa propre initiative. En outre, le Tribunal a précisé que l'affirmation de l'identité de deux variétés aux fins de l'établissement de la nouveauté est un concept objectif qui doit être prouvé par des éléments de preuve appropriés. Enfin, le Tribunal a confirmé la décision de l'Office de refuser un nouvel examen technique en raison de son manque d'utilité, étant donné qu'un nouvel examen ne refléterait pas la situation antérieure à la date de la demande d'enregistrement de "Belsemred1".

Il est enfin à noter que la requérante a introduit le 29 juillet 2024 un recours devant la Cour de justice pour contester l'arrêt du Tribunal (affaire C-520/24 P). Les critères de recevabilité devant la Cour de justice étant très restrictifs, il reste à voir si le recours est jugé recevable en premier lieu.

1.2.2 Chambre de recours de l'OCVV

Décision de la chambre du 13 décembre 2023 dans l'affaire no A001/2022 ("Queen")

Une action contre l'Office et devant la chambre a été entreprise par Ángel Teresa Hermanos S.A. ("ATH", "requérant") en février 2022. La requérante a critiqué le fait que l'OCVV avait inscrit dans son registre le transfert du CPVR pour la variété "Queen" à Seedless Gold International S.L. ("SGI") sur la base de preuves documentaires prétendument insuffisantes. Le requérant a affirmé que son ancien représentant procédural avait demandé l'inscription du transfert de mauvaise foi. Le requérant a également engagé en parallèle une procédure judiciaire pénale en Espagne contre le représentant procédural et contre SGI. Dans l'attente de l'issue de cette procédure, l'OCVV a suspendu la procédure relative à la demande de radiation de l'inscription du transfert présentée par le requérant, qui a contesté cet acte de procédure pris par l'Office.

Dans les motifs du recours, le requérant a demandé à l'Office de déclarer le transfert nul et non avenue et de faire figurer dans le registre de l'OCVV le CPVR comme appartenant au titulaire initial, ATH. La requérante alléguait que l'OCVV n'avait pas correctement analysé les preuves avant d'enregistrer le transfert. Pour sa part, l'OCVV a plaidé l'irrecevabilité du recours. L'OCVV a fait valoir qu'il n'était pas compétent pour adopter des décisions sur les transferts, étant donné que ces décisions relèvent de la sphère privée des titulaires, et qu'il n'y avait donc pas lieu d'interjeter appel. De plus, le représentant procédural désigné par le requérant figurait toujours au registre dans ce rôle au moment où le transfert a été reçu et enregistré. C'est pourquoi l'OCVV, considérant la validité apparente du document soumis, n'avait aucune raison de ne pas enregistrer le

transfert. Selon l'OCVV, il incombait au requérant d'informer l'OCVV que le représentant procédural ne travaillait plus avec lui et ne pouvait donc plus agir devant l'OCVV.

L'Office a fait droit au recours, le jugeant recevable et fondé. Il a estimé que le transfert n'aurait jamais dû être enregistré faute de preuves suffisantes et a ordonné à l'OCVV de faire apparaître le requérant comme le titulaire légitime du CPVR "Queen".

Il convient de noter que la décision de la Commission n'est pas encore définitive. Le 13 février 2024, SGI a déposé un recours contre la décision de la chambre devant le Tribunal (T-74/24). Dans cette procédure, l'OCVV maintiendra sa position, telle qu'elle a été défendue devant l'Office. Un arrêt du Tribunal est donc en attente, et il reste à voir si le Tribunal confirmera ou annulera la décision de la Commission.

Décision de la chambre de recours du 12 janvier 2024 dans les affaires jointes A019/2021 et A020/2021 ("Cripps Pink"/ "Cripps Red")

En décembre 2020, Teak Enterprises Pty a déposé des requêtes en nullité contre deux CPVR. Les deux CPVR concernés étaient le "Cripps Pink"(dossier n° 1995/1039) et le "Cripps Red"(dossier n° 1995/1040). L'Office a adopté deux décisions distinctes le 17 mai 2021. L'OCVV a considéré que des doutes sérieux quant à la validité des CPVR n'avaient pas été soulevés, notion qui doit être remplie conformément à l'article 53a du règlement de procédure pour que l'OCVV puisse ouvrir formellement la procédure de nullité.

En juillet 2021, le requérant en nullité (aujourd'hui "requérant") a fait appel des décisions de l'OCVV devant le conseil d'administration. L'appelant a demandé à la Commission d'annuler les décisions de l'Office de ne pas ouvrir de procédure de nullité et d'examiner le bien-fondé des requêtes en nullité et de déclarer les deux OCVV nuls et non avenus.

Pour sa part, l'OCVV, ainsi que la Western Australian Agriculture Authority ("WAAA" ou "intervenant"), ont affirmé que le recours n'était pas fondé et devait être rejeté. Ils ont affirmé que l'examen de l'Office se limitait aux décisions de l'Office de ne pas ouvrir de procédure de nullité et qu'il ne pouvait pas évaluer le bien-fondé de la question de savoir si les RPVC devaient être déclarés (ou non) nuls et non avenus à ce stade.

La chambre a fait droit au recours, le jugeant recevable et fondé. L'Office a décidé que les décisions de l'OCVV devaient être annulées. L'affaire a été renvoyée à l'OCVV pour qu'il ouvre formellement la procédure de nullité à l'encontre des CPVR concernés et qu'il procède à des évaluations et à des enquêtes approfondies de tous les faits et éléments de preuve pertinents avancés par le requérant. L'Office a considéré que l'OCVV avait commis une erreur dans son évaluation des faits et des preuves (partiellement nouveaux) et dans sa décision de ne pas ouvrir la procédure de nullité.

Il convient de noter que la décision de la Commission n'est pas encore définitive. Le 21 mars 2024, la WAAA a déposé un recours contre la décision de l'Office devant le Tribunal général (T-159/24). Dans cette procédure, l'OCVV maintiendra sa position, telle qu'elle a été défendue devant l'Office. Un jugement du Tribunal général sur cette question est donc en attente, et il reste à voir si le Tribunal général confirmera ou annulera la décision de la Commission.

2) Coopération en matière d'examen

2.1 Conclusion de nouveaux accords

L'OCVV a conclu un accord écrit avec le ministère de l'agriculture du Japon pour prendre en charge les rendus des variétés de *Flammulina velutipes*, *Grifola frondosa*, *Hypsizygus marmoreus*, *Lentinula elodes* et *Pleurotus eryngii*.

2.2 Modification des accords existants

Aucun élément nouveau.

2.3 Protocole d'accord avec les pays tiers

Aucun élément nouveau.

3) Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau.

4) Situation dans le domaine technique

4.1 Informations concernant le fonctionnement de la protection des obtentions végétales de l'UE

a. Relation avec les offices d'examen (OE)

En décembre 2023, l'OCVV a tenu sa 27^e réunion annuelle avec ses OE, à laquelle ont également participé des représentants de la Commission européenne, du Bureau de l'UPOV et des organisations d'obteneurs (CIOFORA, Euroseeds, Plantum et ECO-PB), ainsi que des représentants de la Suisse et de la Norvège en tant qu'offices de protection des obtentions végétales n'appartenant pas à l'Union européenne. La réunion s'est déroulée sous forme de vidéoconférence. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- Informations à fournir dans les rapports d'examen et présentation de ceux-ci;
- Règles liées au report de l'examen DHS dans le secteur des fruits;
- Non-disponibilité des variétés de référence;
- Observations uniques dans les tests pluriannuels;
- Révision de la politique de l'OCVV concernant le statut du matériel végétal utilisé à des fins d'examen DHS;
- Manque d'uniformité (Art.8) vs. non-variété (Art.5) .

En outre, les participants ont été informés de la jurisprudence, de l'évolution du Variety Finder, des activités QAS, de l'état d'avancement des projets de R&D, des projets informatiques et du calcul des coûts par les OE.

b. Préparation des protocoles de l'OCVV

En 2023, des experts des services d'examen des États membres de l'UE ont été invités à participer à l'élaboration ou à la révision de protocoles techniques pour l'examen DHS qui, soit ont été approuvés ultérieurement par le Conseil d'administration, soit devraient l'être en 2024. Des réunions d'experts ont été organisées pour examiner les protocoles techniques de:

- Cultures agricoles: riz, pomme de terre, colza, soja, millet.
- Cultures légumières: laitue, porte-greffe de tomate, pastèque, brocoli, chou de Bruxelles, chou, chou-fleur, chou-rave, radis et radis noir, salade de maïs.
- Cultures ornementales: *Anthurium* Schott, *Berberis* L.; *Anigozanthos* Labill.
- Cultures fruitières: Noyer, Pêche.

c. Poursuite du développement de l'outil de recherche de variétés de l'OCVV

Le Variety Finder de l'OCVV est une base de données centralisée rassemblant des informations sur les registres de variétés végétales de 70 pays. En 2023, elle comprend 1 558 000 dénominations provenant de 74 pays et des données issues de 159 registres différents tels que les droits d'obteneur, les droits nationaux et les droits communautaires d'obtention végétale (CPVR). En outre, il comprend des données sur les variétés éligibles à la commercialisation dans l'UE (registres de listes nationales (NLI) et de catalogues communs), les registres de brevets végétaux, les marques déposées de l'UE dans le domaine végétal et des produits vivants de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) ainsi que tout registre d'intérêt comme les variétés commercialisées de connaissances communes.

Le Variety Finder offre aux utilisateurs un outil de recherche général et un outil de test de similarité permettant de vérifier l'adéquation des dénominations variétales, ce qui constitue un service pour les sélectionneurs, les autorités nationales et le public en général. Il s'agit également d'une source d'information précieuse pour tous les organismes nationaux ou internationaux qui contribuent à la base de données. L'OCVV reçoit entre 300 et 380 contributions par an.

Les différents contributeurs mettent à jour la base de données dès que les données sont officiellement publiées. Un protocole d'accord a été signé avec l'UPOV afin de partager la tâche de collecte des données provenant de États membres de l'UE et de pays non membres de l'UE et d'assurer un échange régulier de données. Les données de l'UE représentent 66 % du contenu de la base de données Variety Finder et les données des pays non membres de l'UE 34 %.

Les demandeurs et les titulaires de titres de l'OCVV représentent le plus grand groupe d'utilisateurs avec plus de 51% des tests de similitude de dénomination lancés. Le nombre de tests a augmenté de 5 % par rapport à 2022.

L'OCVV a également travaillé de manière intensive en 2023 sur plusieurs projets: le programme des développeurs d'interfaces de programmation d'applications (API) est l'un d'entre eux. Ce projet devrait permettre d'utiliser les fonctionnalités du Variety Finder (test, recherche) directement à partir des applications des utilisateurs internes.

L'OCVV et la Commission (Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire) ont également continué à travailler de manière intensive en 2023 sur le projet commun nommé "Portail de l'UE sur les variétés végétales (EU PVP)". L'un des objectifs est de créer un système de notification unique basé sur les technologies de l'information pour les variétés végétales dans l'UE. Il devrait offrir aux États membres un portail unique pour la notification des variétés à la Commission pour les catalogues communs de variétés, et à l'OCVV pour l'outil de recherche de variétés.

En 2023, les États membres de l'UE ont commencé à utiliser le nouveau portail de la Commission pour notifier les variétés de leurs registres nationaux de variétés d'espèces agricoles et végétales réglementées par l'UE et mettre à jour le catalogue commun des variétés d'espèces agricoles et végétales de la Commission. Le champ d'application des notifications devrait être étendu à l'avenir pour permettre de contribuer également à la recherche de variétés.

d. Coopération avec les États membres de l'UE en matière d'essais de dénomination

La collaboration entre les États membres est essentielle pour garantir une approche harmonisée et interprétée de manière cohérente de l'article 63 du règlement CE 2100/94 du Conseil, qui est fondé sur la convention UPOV. Le service de coopération en matière d'examen des dénominations incarne cette collaboration en favorisant des échanges réguliers entre les 27 pays participants et l'Office, ce qui se traduit par environ 7 000 avis émis chaque année. Ces avis permettent de se tenir au courant des évolutions, des tendances et des changements. Il s'agit d'un outil de suivi collaboratif qui non seulement fournit des informations dès les premiers stades des propositions de dénomination, mais qui identifie également certains problèmes de manière proactive. Cette approche permet de prendre des mesures transparentes et coordonnées afin d'éviter les charges administratives susceptibles de nuire aux éleveurs.

En outre, le service de coopération vise à mettre en évidence les aspects réglementaires susceptibles de donner lieu à des interprétations divergentes et veille à ce que les éclaircissements nécessaires soient apportés.

Depuis la mise en place du service de coopération en matière de vérification des dénominations en 2010, les lignes directrices relatives aux dénominations de variétés et leurs notes explicatives ont évolué de manière significative. Ces changements sont le résultat direct des interactions quotidiennes entre les utilisateurs du service et l'Office. La version la plus récente des directives et des notes explicatives, en vigueur depuis janvier 2022, a introduit des changements notables, dont l'impact a été évalué au cours de son année inaugurale.

Reconnaissant la nécessité de mettre à jour et d'adapter régulièrement les règles et interprétations relatives aux dénominations variétales, ainsi que l'importance de discussions plus fréquentes sur des sujets connexes, l'OCVV a décidé de créer un forum consacré aux questions relatives aux dénominations. Lors du Conseil d'administration d'avril 2024, l'OCVV a informé les États membres de la création d'un groupe de travail technique sur les dénominations variétales. Ce groupe d'experts vise non seulement à finaliser le premier cycle de discussions sur la version 2022 des principes directeurs, qui a débuté en 2023, mais aussi à aborder d'autres sujets liés aux dénominations des variétés végétales, tels que les bases de données, l'échange de données et la coopération en matière de propriété intellectuelle dans le domaine des dénominations variétales. La première réunion se tiendra en ligne en septembre 2024.

4.2 Réunion d'experts en cultures

Une réunion d'experts agricoles s'est tenue par voie électronique les 3 et 4 octobre 2023 pour en discuter:

- observer une seule fois certaines caractéristiques dans les tests pluriannuels,
- maïs: système d'essai avec participation de l'obteneur en Italie, éléments techniques de l'examen DHS dans un tel système,
- orge de printemps: problèmes liés à l'observation de la distinction,

- variétés de semences de pommes de terre véritables (TPS), projet final du protocole technique de l'OCVV pour les pommes de terre examiné et approuvé,
- Évaluation DHS des variétés hybrides de colza au Danemark,
- des ateliers techniques seront organisés en 2024,
- des révisions de plusieurs protocoles techniques et de nouveaux protocoles techniques.

Une réunion d'experts en légumes s'est tenue les 15 et 16 novembre 2023 pour discuter et fournir des informations sur un certain nombre de sujets:

- Le groupe s'est efforcé de clarifier les caractéristiques des protocoles techniques de l'OCVV qui ne peuvent être observées qu'une seule fois, afin d'améliorer l'efficacité de l'examen DHS. Un groupe de travail a été préparé et préparera un document pour 2024.
- L'engagement des OE et de l'OCVV a été renforcé en vue de l'adoption des recommandations de l'IBEB, notamment en ce qui concerne l'intégration des caractéristiques de résistance au *Bremia* dans les protocoles techniques.
- Des discussions sont en cours pour clarifier les attentes des obtenteurs en ce qui concerne les taux de germination des semences des échantillons livrés pour l'examen DHS.
- À la demande d'Euroseeds, le groupe a réfléchi à la manière d'améliorer, au sein du réseau des offices d'examen de l'UE, les processus de gestion des collections de référence et d'envoi des demandes d'obtention du matériel de référence.
- Le groupe a été informé des derniers résultats des projets de recherche et de développement actuellement cofinancés par l'OCVV et a été informé par l'université de Wageningen des progrès réalisés en matière d'analyse d'images dans le cadre du projet INVITE afin d'aider les examinateurs et d'améliorer les observations lors des examens DHS.

Une réunion d'experts en fruits s'est tenue les 19 et 20 septembre 2023 pour discuter entre autres:

- Test des groupes de mutations de la pomme, défis en matière de santé des plantes,
- soumission d'échantillons: modifications des exigences générales relatives à la soumission d'échantillons pour les cultures fruitières,
- Informations supplémentaires liées au code UPOV pour regrouper les variétés,
- Révision de nos exigences phytosanitaires dans la demande de matériel végétal,
- Compte rendu des offices d'examen sur les mesures spécifiques prises pour protéger les essais DHS des conditions météorologiques défavorables,
- Prise en charge des frais d'examen en cas de dommages à l'office des examens, calendrier de paiement/non-paiement,
- Prise en charge des frais d'examen en cas de dommages à l'office des examens, calendrier de paiement/non-paiement,
- Préparation de rapports et de descriptions variétales - partage d'expérience par les experts et position de l'OCVV,
- Reprise des comptes rendus par l'Australie,
- Vitis - possibilité d'utiliser des plantes de deux ans pour la plantation dans les essais DHS
- Modification éventuelle de la lettre d'avertissement TV de l'OCVV
- Modifications des questionnaires techniques: Aspects de confidentialité, plus de dépendances entre les questions, standardisation de la section 7 et éventuellement 4 projets de R&D dans le secteur des fruits,
- mise à jour des développements en matière de phénotypage automatisé,
- Les technologies de l'information sont importantes,
- pour aider les PME.

Une réunion d'experts en ornement a eu lieu les 18 et 19 octobre 2023 pour discuter ou fournir des informations sur un certain nombre de sujets, entre autres:

- prise en compte du matériel d'espèces dans l'évaluation de la distinction; évaluation de l'homogénéité; caractères QN dans les variétés ornementales multipliées par voie sexuée; révision de l'exigence générale de soumission; champ d'application des directives nationales; évaluation de l'homogénéité lorsque plus d'une plante par pot est cultivée ou lorsque plusieurs scions sont greffés par plante porte-greffe; protocoles techniques nouveaux ou révisés pour le *Berberis*, l'*Anigozanthos* et l'*Anthurium*.

4.3 Service d'audit de la qualité (SAQ)

Au total, neuf exercices d'évaluation sur place ont été réalisés par le SQR auprès d'offices d'examen mandatés dans l'UE au cours de la période de douze mois se terminant en juillet 2024. Tous ces exercices ont été réalisés conformément aux exigences révisées en matière de mandatement qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023.

Grâce au renforcement du processus de travail DHS dans différents chapitres des prescriptions révisées en matière d'habilitation, les bureaux d'examen évalués au cours des douze derniers mois ont largement amélioré la qualité du travail d'examen DHS. Néanmoins, les SQR ont délivré plus de non-conformités aux neuf bureaux d'examen mandatés que trois ans auparavant, lors de la dernière évaluation réalisée sous l'ancienne version des prescriptions en matière de mandatement. Le seul domaine dans lequel les neuf offices d'examen ont fait l'objet d'une non-conformité ou d'une observation concerne l'application incomplète de l'exigence selon laquelle tous les examinateurs DHS doivent avoir suivi le cours d'enseignement à distance DL-305 de l'UPOV. La plupart des non-conformités soulevées par le SQR ont pu être résolues par les offices d'examen dans les délais impartis, ce qui a permis au SQR de formuler des recommandations positives au Conseil d'administration de l'OCVV en matière de dépôt.

En novembre 2023, sous les auspices du projet IPKey Chine, une équipe du SQR a visité les installations d'examen DHS des champignons à Shanghai du ministère chinois de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). L'objectif était d'évaluer la possibilité pour l'OCVV de prendre en charge le rapport technique ou d'organiser l'examen technique de certaines espèces de champignons exotiques avec les autorités chinoises. Peu de temps après, QAS a rédigé un rapport d'évaluation et des recommandations d'amélioration pour les autorités chinoises, avec une perspective positive pour la collaboration future entre l'OCVV et MARA dans ces cultures. QAS a également fourni des conseils techniques continus à l'OAPI et à ses quatre offices d'examen désignés au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, dans le cadre du projet AfriPI visant à améliorer la gestion des collections de variétés dans ces quatre pays.

5) Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

5.1 Coopération internationale

La durée de la coopération de l'Office s'est considérablement étendue au cours des dernières années, afin de suivre le rythme des politiques en constante évolution qui concernent le secteur de l'élevage.

L'OCVV continue d'apporter son expertise dans le cadre d'une coopération bilatérale et multilatérale (avec des partenaires stratégiques, tels que l'EUIPO, l'Office européen des brevets (EPO) et l'UPOV, les offices de protection et d'examen des variétés végétales, les organisations sectorielles), nonobstant les relations bilatérales en cours avec des pays cibles clés et des organisations régionales, telles que les dialogues de longue date avec la Chine, le Japon, l'OAPI et l'ARIPO.

Les projets de coopération internationale IP Key sont dirigés par la Commission européenne et mis en œuvre en collaboration avec l'EUIPO pour renforcer la protection de la propriété intellectuelle en Chine, en Amérique latine et dans les pays de l'ANASE. Outre les projets IP Key, l'EUIPO met en œuvre, au nom de la Commission européenne, un projet dans les Caraïbes (CarIPI), un en Afrique (AfriPI) et un dans les pays du Mercosur (AL-INVEST PI). Les activités menées dans le cadre de ces projets comprennent l'organisation de séminaires et de formations mutuelles ainsi que la fourniture d'études et de soutien juridique aux pays bénéficiaires.

Vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulatif des activités menées:

Date:	Pays/Organisation	Projet/ Initiateur	Format	Thème principal	Titre
22/08/2023	LAO PDR	EAPVP	Hybride	Coopération régionale	EAPVP - 16ème réunion annuelle
04/09/2023	Chili	TAIEX	Présentiel	Renforcement des capacités	Formation TAIEX DUS pour les fonctionnaires du Chili
16/10/2023	Colombie	TAIEX	Présentiel	DHS	Visite d'étude de TAIEX Colombie aux Pays-Bas - focus sur le cannabis et les roses
26/10/2023	AIPH	OCVV	Présentiel	Réunion institutionnelle	Réunion institutionnelle avec l'AIPH

Date:	Pays/Organisation	Projet/ Initiateur	Format	Thème principal	Titre
13/11/2023	NCSS, NARO	TAIEX	Présentiel	Renforcement des capacités	Mission d'experts sur la coopération entre l'UE et le Japon en matière de droits d'obtenteur
20/11/2023	Chine	IPKey Chine	En ligne	DHS	Formation DHS pour les fonctionnaires chinois
23/11/2023	Chine	IPKey Chine	Présentiel	QAS	Évaluation des activités de l'institut d'essai des champignons de Shanghai
27/11/2023	Amérique latine	IPKey LA	En ligne	Application de la loi	Webinaire sur l'application des PVR
04/12/2023	Asie du Sud-Est	IPKey SEA	Hybride	UPOV 1991	Séminaire ouvert sur les avantages de l'UPOV 1991 et les mythes qui s'y rattachent
05/12/2023	Indonésie	IPKey SEA	Présentiel	UPOV 1991	Atelier fermé sur la mise en œuvre du système PVR dans le cadre de l'UPOV 1991 - Indonésie
07/12/2023	Thaïlande	IPKey SEA	Présentiel	UPOV 1991	Atelier fermé sur la mise en œuvre du système PVR dans le cadre de l'UPOV 1991 - Thaïlande
12/12/2023	Amérique latine	AL-INVEST	En ligne	Licences	Séminaire web avancé sur l'octroi de licences de PVR pour les universités et les instituts publics
13/05/2024	Colombie	IPKEY LA	Présentiel	Application de la loi	Séminaire sur l'application de la loi pour les juges et les procureurs de la Communauté andine
27/05/2024	International Seed Federation	ISF	Présentiel	Coopération internationale	100 th Congrès anniversaire de l'ISF
19/06/2024	Ghana	ARIPO	Présentiel	Coopération régionale	Atelier régional sur la protection des obtentions végétales pour les États membres de l'ARIPO. La protection des obtentions végétales pour le développement agricole durable et la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique
30/06/2024	Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso	AFRIPI	Présentiel/e n ligne	DHS	Appui technique aux collections de référence des centres de recherche et d'examen accrédités pour les variétés végétales dans les pays de l'OAPI
15/07/2024	Chine	IPKEY CHINE	Présentiel	Développements législatifs	Visite d'étude de haut niveau en Europe d'une délégation de MARA, NFGA, SPC (Cour Suprême)

CarlPI

En 2023, suite à l'initiative de la CARICOM, l'OCVV et l'UPOV coopèrent à un projet visant à soutenir l'élaboration d'une politique régionale en matière de semences en relation avec la protection des obtentions végétales pour couvrir les États de la CARICOM. L'OCVV n'a pas d'informations actualisées sur ce projet.

Dans le cadre du projet **AfriPI**, les activités concernant la collection de référence des centres accrédités et des centres d'examen dans les pays de l'OAPI se sont poursuivies (Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso). Les activités ont été conclues le 30 juin 2024.

D'autres initiatives TAIEX devraient être approuvées en 2024 et seront mises en œuvre au cours de l'année, les pays concernés étant la Bosnie-Herzégovine et potentiellement la Turquie: Bosnie-Herzégovine et potentiellement la Turquie. La Colombie, les activités de suivi des missions de 2022 au Chili et l'Égypte, l'Albanie et la Serbie ont également manifesté leur intérêt pour des activités de soutien et de renforcement des capacités.

D'autres activités sont prévues pour le reste de l'année 2024.

EAPVP

La participation au forum EAPVP est prévue pour août 2024. La réunion annuelle du forum EAPVP sert à rendre compte des activités de l'année précédente et à planifier les initiatives de coopération futures, y compris des mises à jour sur le projet pilote EAPVP sur la mise en place d'une plateforme e-PVP.

Réunions de l'UPOV

L'UE (y compris l'OCVV) a participé aux réunions du Conseil de l'UPOV, du Comité consultatif, du Comité juridique et administratif, du Comité technique ainsi que de tous les groupes de travail techniques. En outre, l'UE a participé et contribué aux groupes de travail sur le formulaire de demande électronique, sur l'appui DHS (WG-DUS), sur le matériel récolté et l'utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication (WG-HRV), sur les orientations concernant les petits exploitants agricoles en relation avec l'utilisation privée et non commerciale (WG-SHF), ainsi que sur les variétés essentiellement dérivées (WG-EDV).

OCVV - Office européen des brevets (EPO)

L'OCVV et l'OEB ont signé en 2016 un premier arrangement administratif, en vigueur jusqu'en 2022, et un deuxième arrangement administratif signé en mars 2022, qui sera en vigueur jusqu'en 2027. L'arrangement administratif actuel comprend en annexe un premier plan de mise en œuvre contenant un certain nombre d'activités de coopération, notamment des ateliers et des séminaires conjoints sur les pratiques en matière de brevets végétaux et la protection des obtentions végétales pour le personnel concerné de l'OEB et de l'OCVV et l'organisation de réunions régulières entre les examinateurs des deux parties afin de débriefer sur les développements d'intérêt mutuel.

Sous cette égide, un séminaire conjoint a été organisé en 2023 axé sur l'utilisation par l'OEB des informations de l'OCVV contenues dans les descriptions des variétés végétales et des informations non confidentielles des questionnaires techniques. Une réunion d'échange technique a également été organisée en 2023 entre l'OEB, l'OCVV et Euroseeds en tant que forum de discussion ouvert entre les trois organisations. En particulier, les principes appliqués pour évaluer la brevetabilité de types spécifiques de revendications ont été présentés par l'OEB, y compris les revendications relatives aux gènes, aux marqueurs sélectionnés et aux marqueurs aléatoires.

En 2024, le programme de travail comprend deux séminaires conjoints pour échanger des informations. Le premier a eu lieu en avril 2024. Un nouveau séminaire conjoint aura lieu le 20 novembre 2024, axé sur l'utilisation du chercheur de variétés ainsi que sur les dernières mises à jour dans les deux organisations.

Au cours du séminaire qui s'est tenu en mars 2024, l'OEB a informé que la coopération avec l'OCVV est actuellement incluse dans le plan stratégique de l'OEB. L'OEB a présenté le cadre juridique pour l'examen de la protection par brevet des plantes ou du matériel végétal et des méthodes d'obtention de ces plantes. Il a fait référence à la règle 28(2) de la Convention sur le brevet européen, du 1er juillet 2017, qui se lit comme suit: "Les brevets européens ne sont pas délivrés pour des végétaux obtenus exclusivement au moyen d'un procédé biologique essentiel", puis à la décision de la chambre de recours G 3/19 publiée en 2020, qui stipule ce qui suit: "Les revendications de produit pour des plantes ou du matériel végétal ne sont pas autorisées si le produit revendiqué est exclusivement obtenu par un procédé essentiellement biologique. Ceci ne s'applique pas aux brevets européens délivrés et aux demandes de brevet européen déposées avant le 1er juillet 2017."

Pour l'OEB, il existe trois types de matériel végétal vivant susceptible d'être breveté:

Plantes conventionnelles: Obtenues par un procédé essentiellement biologique. Brevetables avant le 1er juillet 2017.

Mutants techniques: Obtenus par des moyens techniques, mais aussi, éventuellement, par un procédé essentiellement biologique. Brevetable avant le 1er juillet 2017. Après le 1er juillet 2017, brevetable uniquement avec un avertissement à la fin de la revendication avec le texte suivant: "à condition que la plante ne soit pas exclusivement obtenue par un procédé essentiellement biologique". Les plantes obtenues par mutation dirigée, par exemple, y compris les plantes NGT de type 1, seraient incluses dans ce groupe.

Plantes transgéniques: Obtenues par des moyens techniques dont on ne peut concevoir qu'ils soient obtenus par un processus essentiellement biologique. Ces plantes peuvent inclure les NGT de type 2 et d'autres types de plantes transgéniques n'utilisant pas les technologies NGT. Ces plantes sont brevetables.

Le principal problème des brevets sur les mutants techniques est qu'ils peuvent être difficiles à faire respecter, en raison de la difficulté de trouver des méthodes analytiques permettant de distinguer les plantes modifiées des plantes obtenues par sélection conventionnelle, et la charge de la preuve sera donc déterminante. La jurisprudence s'avérera extrêmement utile pour déterminer si de telles revendications sont réellement applicables, mais ce type de brevets est très récent et aucune jurisprudence n'est encore disponible. L'OEB a également souligné que, jusqu'à présent, un seul brevet avait été délivré pour une plante mutante technique avec l'avertissement.

Dans le cas des méthodes d'obtention de plantes, l'art. 53(b) de la Convention sur le brevet européen s'appliquerait, ce qui rendrait non brevetable un procédé essentiellement biologique d'obtention de végétaux. L'OEB a également précisé que si la sélection conventionnelle faisait partie de la méthode d'obtention de la plante, même si d'autres étapes techniques étaient impliquées, la méthode ne serait pas brevetable. Si les lignes directrices permettant d'évaluer la brevetabilité de ces méthodes sont claires pour les examinateurs de brevets, la question reste ouverte pour la mutagenèse aléatoire, pour laquelle certains brevets ont fait l'objet d'un recours au motif qu'il pourrait y avoir une étape de sélection "cachée". On pourrait faire valoir, par exemple, que le croisement implicite et la sélection des mutants intéressants seraient nécessaires après que la mutagenèse a eu lieu. L'OEB a indiqué qu'aucune décision n'avait encore été prise dans de tels cas.

L'OEB a également présenté les statistiques les plus récentes sur le nombre de brevets, indiquant que 1172 brevets ont été délivrés sur des plantes en 40 ans sur un univers total de quelque 200 000 brevets. Il a été noté que bien que l'OEB adopte une politique très claire de ne pas délivrer de brevets sur les plantes conventionnelles depuis juillet 2017, des demandes de brevet sur ces plantes sont encore reçues à raison de plus de 100 par an. Il a également été indiqué que pour les brevets sur les plantes conventionnelles déposés avant juillet 2017, 23 % d'entre eux avaient été délivrés, 35 % retirés ou refusés et 42 % étaient toujours en cours (environ 600 demandes de brevet). Il convient de noter que ces brevets devront également être validés au niveau national avant de pouvoir prendre effet.

L'OEB a également analysé le type de détenteurs de brevets sur les plantes transgéniques: entreprises (66 %), universités (11,5 %), centres de recherche (8 %) ou autres. Parmi ces entreprises, 52 % comptent 250 employés ou moins (PME). Pourtant, les 48% restants détiennent 2/3 de tous les brevets pour les plantes transgéniques. En ce qui concerne l'origine, 44 % des entreprises étaient basées aux États-Unis, 35 % en Europe, 12 % au Japon, 1 % en Corée du Sud et 1 % en Chine.

Une recherche de base basée sur des mots clés et des codes de classification dans PATENTSCOPE effectuée par l'OCVV a indiqué que le nombre de demandes chinoises de brevets basés sur les NGT avait augmenté de manière exponentielle, contrairement au très faible nombre de brevets détenus par la Chine sur les plantes transgéniques, et que les Demandeurs américains étaient beaucoup plus fréquents que les Européens. Cette tendance a été confirmée par l'OEB, qui n'a pas présenté de statistiques, car seuls des codes de classification ont été utilisés pour produire l'analyse, et une telle recherche ne permet pas de distinguer les technologies utilisées.

5.2 Formation

Au cours de l'année 2023-2024, l'OCVV a repris certains événements présentiels, mais a également continué à proposer des présentations en ligne, des webinaires et des classes de maître à différents établissements d'enseignement et parties prenantes:

- Participation au panel "Protection des obtentions végétales: Into the Weeds" au congrès international de l'AIPPI à Istanbul le 23 octobre 2023.

- Formation aux carabinieri forestiers à Almeria (Espagne) le 15 mai 2024.
- Présentation du système de protection communautaire des obtentions végétales au sein du Magister Lvcentinvs (IP LLM) de l'Université d'Alicante le 16 mai 2024.
- Présentation au Colegio Oficial de Agentes de la Propiedad Industrial (COAPI) en ligne le 6 juin 2024.
- Participation à la table ronde sur la protection des obtentions végétales, dans le cadre du LL.M. sur le droit et la gestion de la propriété intellectuelle du Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle le 16 février 2024.

5.3 Réunions avec les organisations de parties prenantes

L'OCVV a participé à la réunion annuelle d'Euroseeds à Malte en octobre 2023.

L'OCVV a également rencontré les organisations d'éleveurs sur une base bilatérale:

- Euroseeds & Plantum 11/03/2024,
- CIOFORA 06/05/2024.

L'OCVV a également rencontré des représentants de l'AIPH le 26/10/2023.

En outre, des visites d'étude dans les États membres de l'UE ont été effectuées par le président de l'OCVV depuis 2021, avec des visites au cours de la période considérée au Danemark et en Espagne.

5.4 Participation à des foires internationales et à des journées portes ouvertes

Du 23 au 26 janvier 2024, l'Office a participé à l'IPM Essen (DE) conjointement avec le Bundessortenamt (DE), COBORU, (PL), GEVES (FR) et Naktuinbouw (NL). Au cours du "Salon Sival" à Angers (FR), l'OCVV a présenté le système CPVR dans la zone du forum. L'OCVV a également visité la Fruitlogistica en février 2024 à Berlin-Allemagne. L'office a également participé activement au salon international des fruits et légumes MACFRUT à Rimini en Italie du 8 au 10 mai 2024, notamment en faisant des présentations au symposium international sur les porte-greffes et au symposium sur le raisin de table.

5.5 Développements informatiques

L'OCVV participe à un projet informatique dans le cadre duquel l'OCVV rendra possible l'achat d'environ quarante mille rapports DHS par l'intermédiaire du "module d'échange DHS" de l'UPOV.

L'OCVV s'est également concentré sur l'amélioration des processus et procédures internes. L'OCVV a entrepris une formation au Lean et au Business Process Model and Notation (BPMN), et une refonte importante de toutes les applications internes est en cours. Les objectifs sont d'aligner les technologies sur les applications frontales, en garantissant le même niveau de sécurité, la même facilité d'évolution et une identité visuelle cohérente, et d'améliorer l'interface avec les autres domaines d'activité.

6. R & D

6.1 Groupe de travail ad hoc IMODDUS

Dans le cadre de la stratégie de R&D de l'OCVV, le Conseil d'administration a mis en place en 2016, et confirmé en 2021, le groupe de travail ad hoc de l'OCVV sur les techniques biomoléculaires. Ce groupe de travail s'appelle IMODDUS, ce qui signifie "Integration of Molecular Data into DUS testing" (intégration des données moléculaires dans l'examen DHS). L'objectif du groupe est de suivre et de discuter du développement des techniques biomoléculaires et d'évaluer les projets de R&D pour l'application de ces techniques dans les essais DHS de tous les secteurs de culture où elles pourraient contribuer à améliorer l'efficacité et la qualité.

Le groupe est composé d'experts en BMT des offices d'examen intéressés et des organisations d'obteneurs. La participation est limitée aux experts qui peuvent contribuer activement à la préparation des documents et des présentations. Des experts de laboratoires, d'universités, de l'industrie, etc. peuvent également être invités par le président du groupe.

En mai 2024, une réunion en ligne a été organisée. L'ordre du jour comprenait des présentations et des discussions sur les points suivants:

- Projets de R&D IMODDUS finalisés et en cours

- Nouveaux programmes sur l'orge et la framboise au Royaume-Uni
- Défis futurs des bases de données moléculaires d'examen DHS
- Travail moléculaire avec les projets de l'UE INVITE et INNOVAR (axé sur l'évaluation de la D et de l'U à l'aide de marqueurs).

En 2024, IMODDUS a contribué à l'évaluation d'une nouvelle proposition de projet de R&D sur la laitue: "International harmonization and validation of a SNP set for the management of lettuce reference collection".

Un projet de R&D précédemment évalué positivement par IMODDUS et bénéficiant d'un cofinancement a été finalisé:

Tomate

"Validation internationale d'un ensemble de SNP pour déterminer les distances génétiques pour la gestion d'une collection de référence de tomates"

Hortensia

"Exploiter les données moléculaires pour soutenir l'examen DHS chez les plantes ornementales: une étude de cas sur l'hortensia".

Ce projet vient de se terminer et le rapport final est prévu pour fin septembre 2024.

Deux autres projets de R&D validés par IMODDUS ont progressé régulièrement au cours de la période:

Tomate - Poivre - Melon

"Mise à jour des tests de résistance DHS en fonction de l'évolution des organismes nuisibles:

- Mise en place de tests de résistance au ToBRFV pour la tomate et le poivron
- Amélioration du test de résistance 'melon/Aphis gossypii'".

Colza III (SNPsNap)

"Marqueurs SNP pour l'orientation de l'examen DHS chez le colza oléagineux d'hiver: Validation du nouveau modèle".

6.2 INVITE

INVITE signifie "INnovations in plant Variety Testing in Europe pour favoriser l'introduction de nouvelles variétés mieux adaptées à des conditions biotiques et abiotiques variables et à des pratiques de gestion des cultures plus durables ". INVITE est l'un des deux projets lauréats de l'appel SFS-29-2018 "Innovations en matière d'essais de variétés végétales" du programme Horizon 2020. Il vise à améliorer l'efficacité des essais variétaux et la disponibilité des informations pour les parties prenantes sur les performances des variétés dans des conditions de production diversifiées et sur les stress biotiques et abiotiques pour 10 cultures (7 cultures "modèles ": maïs, blé, ray-grass, tournesol, pomme de terre, tomate, pomme et 3 "cultures d'application ": luzerne, soja, colza). Il aborde l'examen DHS et les tests de performance de manière équilibrée et vise à maximiser les synergies entre eux grâce à des activités connexes basées sur le phénotypage, le génotypage, la modélisation et la gestion de bases de données. Les 29 partenaires ont reçu environ 8 millions d'euros pour une période de 5 ans prolongée de 6 mois (juillet 2019 - décembre 2024). L'OCVV n'a reçu aucun financement.

L'OCVV est chargé de gérer toutes les questions liées à l'accès aux données historiques et aux documents de référence détenus par les offices d'examen. Il participe aux réunions techniques, codirige le groupe de travail 5 consacré au test et à la validation des nouveaux outils développés par tous les groupes de travail et est membre du comité exécutif du projet.

Au cours de la période juillet 2023-juillet 2024, les travaux ont progressé régulièrement dans tous les work packages. En 2024, un amendement à l'accord sur les données historiques a été signé par tous les partenaires pour permettre la publication d'articles scientifiques dans des revues à facteur d'impact élevé (nécessitant l'accès aux données originales) et la maintenance de la base de données INVITE par Naktuinbouw pendant cinq ans après la fin du projet (permettant des actions de suivi potentielles, toujours conditionnées aux consentements des éleveurs).

La 5e réunion annuelle du projet a eu lieu en Italie en juin 2024 à la station CREA-DC d'Impruneta (IT). Au cours de la réunion, des discussions ont été organisées via 3 groupes de discussion (Génotypage, Phénotypage et optimisation VCUS) pour commencer à identifier les messages clés à délivrer aux parties prenantes sur les résultats du projet et définir un plan de diffusion avec le soutien d'Arcadia et d'Euroseeds. Il a été décidé de préparer des rapports thématiques et de culture, d'organiser des événements de diffusion pour les parties prenantes ciblées (bureaux d'examen, sélectionneurs) et de conclure par une conférence

finale ouverte à tous les acteurs de la chaîne semencière le 10 décembre 2024 à Bruxelles. La conférence finale d'INVITE proposera des analyses et des recommandations couvrant ses 10 cultures selon une perspective thématique. En parallèle, les résultats d'INVITE sur le blé seront intégrés dans l'agenda de la conférence finale d'un autre projet de l'UE, INNOVAR, le 28 novembre 2024, à Bruxelles également.

6.3 Autres projets de R&D

Harmorescoll

"Mise en place d'un système européen de collections harmonisées d'isolats de référence, de contrôle et de différentiels pour faciliter les tests de résistance aux maladies. Le projet vient de se terminer et le rapport final est prévu pour fin septembre 2024.

ⁱ Ce Compte rendu utilise la terminologie des Nations Unies.

[Fin de l'annexe XII et du document]